

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER

HAUTE AUTORITÉ

Les investissements
dans les industries du charbon et de l'acier
de la Communauté

RAPPORT SUR L'ENQUÊTE 1956

Situation au 1^{er} janvier 1956

JUILLET 1956

INDEX

	Page
I — Introduction	7
II — Constatations générales	9
III — Industrie charbonnière, y compris les cokeries et usines d'agglomération indépendantes et les usines de briquettes et de semi-coke de lignite	11
IV — Mines de fer	21
V — Industrie sidérurgique	23
VI — Conclusions	39
<hr/>	
ANNEXE 1 : Définitions de base	45
ANNEXE 2 : Tableaux	49

I. - INTRODUCTION

L'un des moyens d'action de la Haute Autorité en matière d'investissements consiste, comme exposé dans le Quatrième Rapport général, (§ 176 et suivants) dans la collecte, l'étude et la publication des principaux investissements réalisés, en cours d'exécution ou projetés.

A cet égard les enquêtes donnent des renseignements intéressants.

Les résultats de l'enquête de janvier 1955 ont été donnés dans le Rapport général. Ceux de l'enquête de janvier 1956 ne pouvaient y être donnés, en raison de la date de son établissement. Ils font l'objet de la présente publication.

Il faut observer que, les méthodes d'enquête ayant subi d'une année à l'autre des modifications et des mises au point, les résultats ne sont pas exactement comparables.

Les chiffres donnés, dans l'enquête actuelle, pour les années 1953 et 1954 peuvent présenter quelques différences par rapport à ceux qui figuraient dans les publications antérieures. Cependant les conclusions d'ordre général à tirer de ces enquêtes ne sont pas affectées.

Comme il a été souligné dans le Quatrième Rapport général les travaux en cours peuvent être accélérés ou ralentis dans une mesure plus ou moins considérable, et la structure des programmes modifiée, en tout ou partie, au cours de leur réalisation. Les prévisions relatives aux nouveaux projets d'investissements n'ont pas toujours la même valeur. Néanmoins, ces déclarations permettent de discerner la tendance des entreprises dans le développement et le renouvellement de leurs installations.

Enfin, il convient de tenir compte du fait que dans l'industrie minière la plupart des projets d'investissements s'étendent sur des intervalles de temps beaucoup plus longs que dans l'industrie sidérurgique, l'aménagement d'installations modernes d'extraction du charbon exige 12 à 15 ans, et parfois davantage. Dans l'industrie sidérurgique, les délais d'investissements sont beaucoup plus courts; ils ne dépassent trois ans qu'exceptionnellement. Il en résulte que les prévisions relatives aux programmes d'investissements sont établies à plus long terme et avec un plus grand degré de probabilité de réalisation dans l'industrie minière que dans l'industrie sidérurgique.

Pour suivre l'évolution des dépenses d'investissements et des possibilités de production correspondantes, on a distingué les catégories ci-après:

- A — Investissements achevés ou engagés avant le 1/1/1956.
- B — Investissements décidés mais non encore engagés au 1/1/1956.
- C — Autres investissements dont l'engagement est envisagé entre le 1/1/1956 et le 31/12/1959.

Il résulte des indications données au paragraphe précédent que les chiffres relatifs à la catégorie C sont meilleurs pour l'industrie minière que pour l'industrie sidérurgique dont les entreprises n'ont fourni que des prévisions peu comparables, et parfois même aucune prévision. C'est pourquoi on a dû renoncer à utiliser les données de la catégorie C relatives à l'industrie sidérurgique.

On trouvera en annexe des précisions sur la méthode adoptée pour l'enquête annuelle de 1956.

II - CONSTATATIONS GÉNÉRALES

Les résultats de l'enquête de 1956 sur les investissements montrent que l'extension et la rénovation des industries de la Communauté se sont poursuivies à un rythme élevé en 1955. Cependant, malgré l'accroissement rapide de la production et l'amélioration générale de la situation bénéficiaire, les investissements, dont le volume global est de 969 mns d'unités de compte-UEP, ont tout juste atteint le niveau de 1953.

TABLEAU 1

Dépenses d'investissements effectives et prévues dans les industries de la Communauté de 1953 à 1957

(en mns d'unités de compte-UEP)

	Dépenses effectives			Dépenses prévues	
	1953	1954	1955	1956	1957
Industrie houillère	448	445	404	474	457
Usines de briquettes et de semi-coke de lignite	7	5	10	6	2
Mines de fer	28	30	30	50	38
Ind. sidérurgique	493	438	525	654 ⁽¹⁾	442 ⁽¹⁾
Total	976	918	969	1184	939

⁽¹⁾ Dépenses pour les investissements engagés (A) et décidés (B)

En confrontant les dépenses effectives d'investissements au cours des trois dernières années avec les prévisions pour 1956 et 1957, on constate que les investissements annuels dans les industries de la Communauté oscillent autour du milliard de dollars. Ce montant devrait même être légèrement supérieur étant donné que, pour des raisons de simplification, l'enquête n'a pas touché un grand nombre de petites entreprises dont les investissements ne semblent guère dépasser 2 à 3 % de la valeur globale indiquée. N'ont pas davantage été relevées les dépenses entrant normalement dans la définition « Investissements » qui n'auraient pas été portées en immobilisations aux bilans mais, au contraire, en totalité ou en partie, auraient été reprises par les comptes d'exploitation. Il est difficile d'indiquer le montant que représentent ces dépenses. Comme elles sont réparties sur toutes les catégories d'investissements et sur tous les pays, leur omission inévitable ne semble guère devoir modifier les rapports effectifs de valeurs et les conclusions qui en découlent.

Les prévisions pour 1956 paraîtraient indiquer une extension de l'activité dans le domaine des investissements, si l'expérience ne nous apprenait pas que les prévisions pour l'année en cours sont en général trop optimistes et que l'on sous-estime fréquemment les difficultés qui s'opposent à la réalisation des programmes. Les écarts entre prévisions et réalité sont parfois considérables ainsi qu'il ressort du tableau suivant. On voit que les pourcentages de réalisation des programmes ont dépendu davantage de la conjoncture dans l'industrie sidérurgique que dans l'industrie houillère.

TABLEAU 2

Comparaison des dépenses prévues et des dépenses effectives

(en mns d'unités de compte-UEP)

	1954			1955		
	Dépenses		Pourcentages de réalisation	Dépenses		Pourcentages de réalisation
	prévues	effect.		prévues	effect.	
Industrie houillère	561	445	79,3	523	404	77,2
Usines de briquettes de lignite et de semi-coke de lignite	14	5	35,7	9	10	111,1
Mines de fer	46	30	65,2	46	30	65,2
Industrie sidérurgique	619	438	70,8	654	525	80,3
Total	1 240	918	74,0	1 232	969	78,7

L'évolution des investissements dans les différentes industries de la Communauté montre sur certains points, des tendances opposées. Les investissements dans les mines de charbon qui s'étaient maintenus en 1954, malgré un léger fléchissement des affaires au cours de la première moitié de l'année, ont diminué en 1955 de près d'un dixième. A la lumière des données actuelles, on ne peut encore s'attendre à une intensification de l'effort d'investissement dans cette importante industrie de base.

En revanche, l'industrie sidérurgique a non seulement réussi à combler le retard intervenu en 1954, mais a encore pu dépasser de 6,5 % environ le niveau déjà élevé de 1953. Dans ce secteur l'établissement du marché commun a accentué la tendance à la modernisation des installations, tendance qui, probablement, se poursuivra dans l'avenir immédiat.

Dans les mines de fer, on a également pu constater en 1955 la continuation d'une vive activité d'investissements.

Les chapitres suivants donnent en détail l'évolution des divers secteurs industriels de la Communauté.

III - INDUSTRIE CHARBONNIÈRE

L'évolution des dépenses d'investissements dans les charbonnages de la Communauté au cours des 3 dernières années et les prévisions relatives aux années 1956 et 1957 ne sont pas entièrement homogènes dans les différentes branches de cette importante industrie de base.

Le tableau suivant, donne les chiffres relatifs à l'ensemble des houillères, ventilés en sièges d'extraction, cokeries, fabriques d'agglomérés, centrales électriques et autres installations énergétiques. Les chiffres relatifs aux usines de briquettes et de semi-coke de lignite sont donnés séparément.

TABLEAU 3

Dépenses d'investissements dans l'industrie houillère de la Communauté de 1953 à 1957

(en mns d'unités de compte-UEP)

Secteurs	Dépenses effectives			Dépenses prévues	
	1953	1954	1955	1956	1957
Sièges d'extraction	235	242	249	281	241
Cokeries minières	78	68	52	62	59
Cokeries indépendantes	24	19	12	12	6
Usines d'agglomérés	4	3,8	6,9	8,5	6,1
Centrales thermiques minières et autres installations énergétiques	107	112	84	110	145
dont autres installations énergétiques		(23)	(16)	(18)	(14)
Total Communauté	448	444,8	403,9	473,5	457,1
Usines de briquettes et de semi-coke de lignite	6,8	5,3	9,9	6	1,5

(en % du montant total annuel)

Secteurs	Dépenses effectives			Dépenses prévues	
	1953 ⁽¹⁾	1954	1955	1956	1957
Sièges d'extraction	52,4	54,4	61,7	59,4	52,8
Cokeries minières	17,4	15,3	12,8	13,1	12,9
Cokeries indépendantes	5,4	4,3	3,0	2,5	1,3
Usines d'agglomérés	0,9	0,8	1,7	1,8	1,3
Centrales thermiques minières et autres installations énergétiques	23,9	25,2	20,8	23,2	31,7
dont autres installations énergétiques	.	(5,2)	(4,0)	(3,8)	(3,1)
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(¹) Les chiffres de 1953 sont ceux de l'enquête 1955, et peuvent être comparés aux chiffres des autres années.

a) Sièges d'extraction

Pour l'ensemble des charbonnages de la Communauté, les sommes investies dans les sièges d'extraction sont remarquablement constantes. Depuis 1953 environ 1 dollar à la tonne extraite. Cependant, cette constance n'est pas uniforme dans les différents bassins. Les dépenses sont en diminution dans les Charbonnages de France où l'essentiel des Grands Ensembles a déjà été réalisé : elles sont en hausse en Ruhr où plusieurs puits de service sont en fonçage ou prévus, soit pour améliorer et agrandir les installations existantes, soit pour mettre en exploitation de nouveaux champs en ramenant l'extraction sur d'anciens sièges. Dès à présent les investissements seuls ne limitent plus l'extraction dans la Communauté, mais bien les possibilités de recrutement particulièrement en Belgique et en Ruhr.

Par genres d'installations en 1954 et 1955 les dépenses d'investissements se sont réparties de la façon suivante :

TABLEAU 4

Dépenses d'investissements dans les sièges d'extraction des houillères de la Communauté en 1954 et 1955

(en mns d'unités de compte-UEP)

Année	Puits et travaux du fond	Install. mécaniques du fond	Install. d'extraction	Criblage et lavage	Autres install. du jour	Bâtiments et Divers	Total
1954	43,5	49,0	22,6	68,4	31,4	26,9	241,8
1955	49,1	50,1	20,0	68,9	33,7	27,6	249,4

Les Grands Ensembles représentent environ la moitié des dépenses.

Le développement attendu des possibilités d'extraction est donné par le tableau ci-dessous, environ 6 millions de tonnes par an à partir de 1956, soit un peu plus de 2 % par an. Plus de la moitié de cet accroissement porte sur des charbons cokéfiabiles.

TABLEAU 5

(en mns. de tonnes)

Extraction 1955	Possibilités d'extraction					
	1955	1956	1957	1958	1959	1960
245,1	258,3	258,6	265,3	271,6	276,4	282,5

Les tableaux et graphiques joints donnent le détail des dépenses et du développement attendu des possibilités d'extraction.

b) Cokeries

Dans les cokeries minières et indépendantes de la Communauté, l'activité d'investissements s'est considérablement ralentie par rapport aux années 1953 et 1954. Rapportées à la tonne de coke produite, les dépenses d'investissements dans les cokeries minières ont été de 1,67 \$ en 1954 et de 1,10 \$ en 1955. L'année 1955 a été une année d'investissement minimum et les sommes dépensées dans les cokeries minières paraissent devoir augmenter légèrement dans le proche avenir. Comme il faut s'attendre à un ralentissement dans les cokeries indépendantes, l'allure des programmes est dans son ensemble réduite.

Dans les cokeries sidérurgiques, l'évolution est différente, le minimum d'investissement est en 1954 et, pour les années suivantes, on constate une certaine tendance à la hausse.

Par genres d'installation en 1954 et 1955, les dépenses se sont réparties de la façon suivante :

TABLEAU 6

Investissements dans les cokeries de la Communauté en 1954 et 1955

(en mns d'unités de compte-UEP)

Année	Secteurs	Fours à coke			Gazogènes et autres install. de gazéification	Install. de gaz et sous-produits	Divers	Total
		Nouvelles constructions	Réfections et remplacements	Total				
1954	Cokeries minières et indépendantes	25,5	12,7	38,2	5,7	22,1	21,3	87,3
	Cokeries sidérurgiques	6,2	1,9	8,1	(0,03)	4,8	4,6	17,5
	Total	31,7	14,6	46,3	5,7	26,9	25,9	104,8
1955	Cokeries minières et indépendantes	14,8	10,7	25,5	3,3	19,8	15,3	63,9
	Cokeries sidérurgiques	6,1	2,9	9,0	—	5,6	5,5	20,1
	Total	20,9	13,6	34,5	3,3	25,4	20,8	84,0

La part des fours comme celle des gazogènes est tombée de 44,2 à 41,1 % pour les fours et de 5,4 à 3,9 % pour les gazogènes.

Les investissements relatifs au gaz et aux sous-produits sont passés de 25,7 à 30,2 %. Les gazogènes et les installations de gazéification ne jouent guère de rôle dans les cokeries sidérurgiques où le chauffage des fours par le gaz de haut fourneau est de pratique courante.

Le développement attendu des possibilités de production (capacités) est donné par le tableau ci-dessous, un peu moins de 2,5 mns de tonnes chaque année pour l'ensemble des cokeries de la Communauté. La part des cokeries minières dans la production de coke, qui en 1955 était d'environ les 2/3, restera probablement à peu près la même jusqu'en 1960.

TABLEAU 7

(en mns de tonnes/an)

Secteurs	Production 1955	Capacité					
		début 1955	début 1956	début 1957	début 1958	début 1959	début 1960
Cokeries minières	46,0	47,9	50,4	51,1	53,7	54,8	55,3
Cokeries indépendantes	5,1	5,4	6,0	6,1	6,2	6,5	6,5
Cokeries sidérurgiques	17,8	18,8	19,3	21,0	21,1	22,2	22,8
Total	68,9	72,1	75,7	78,2	81,0	83,5	84,6

Les tableaux et graphiques joints donnent le détail des dépenses et du développement attendu des capacités ainsi que des renseignements techniques sur la marche des cokeries de la Communauté en 1955.

c) Usines d'agglomération

Les sommes investies dans ce secteur sont très faibles comparées à celles des autres secteurs, elles sont presque nulles dans les usines d'agglomération qui n'appartiennent pas aux houillères elles-mêmes. La production de briquettes est en baisse régulière.

Des sommes notables sont prévues aux Charbonnages de France pour le développement de la production d'agglomérés sans fumée.

Les détails sont donnés par les graphiques et les tableaux-joints.

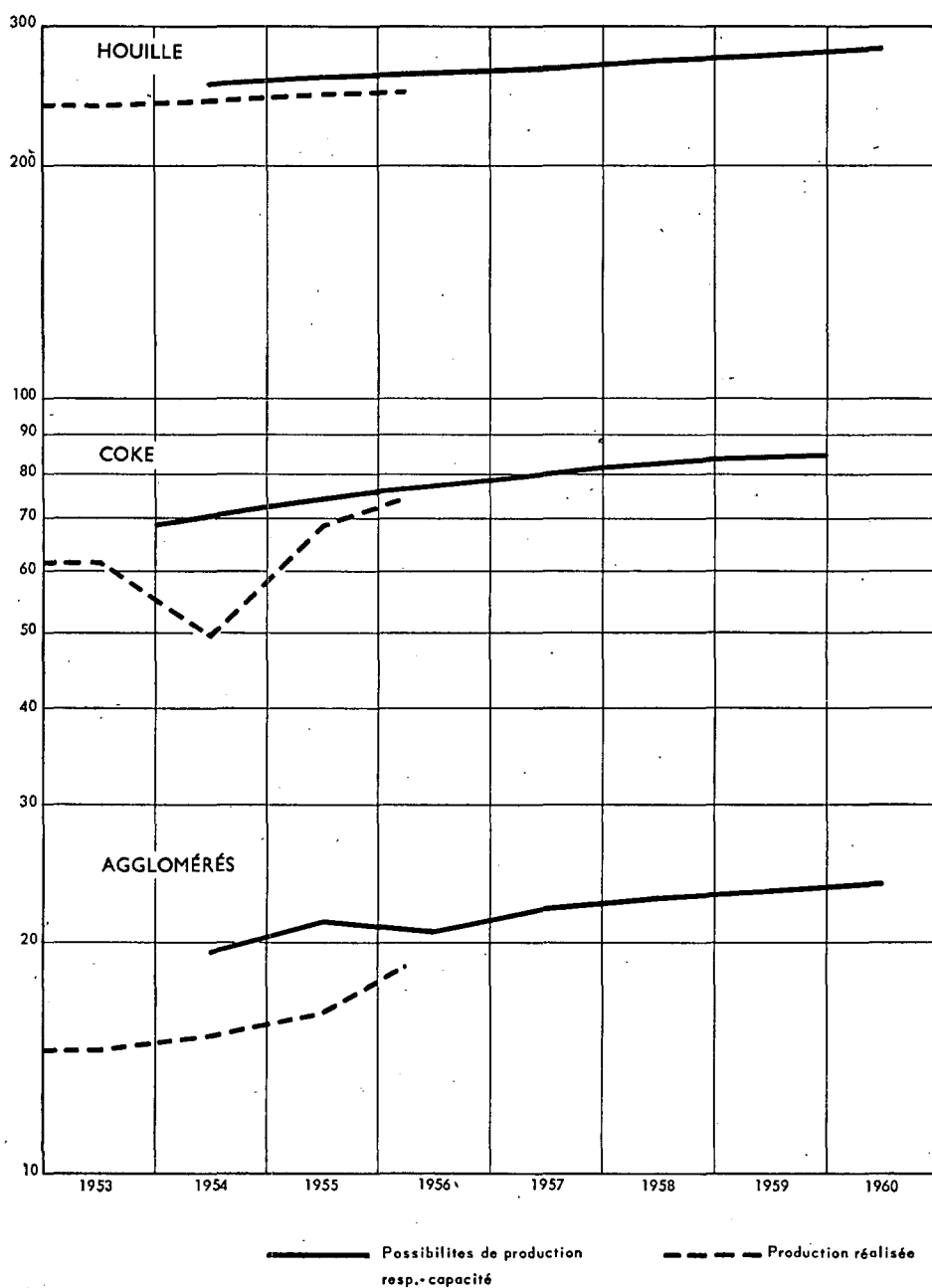
On voit que si les capacités augmentent légèrement pour les boulets, elles ne varient pas ou sont en baisse pour les briquettes.

d) Centrales minières

Les dépenses d'investissements se maintiennent à un niveau élevé bien que la réalisation de certains projets ait été reportée de 1955 sur 1956. Elles comprennent la totalité des dépenses pour les centrales dites mixtes, centrales qui n'appartiennent pas exclusivement aux mines. La tendance est à l'installation d'unités d'une puissance de l'ordre de 100 000 kW, alimentées par une seule chaudière. Sont en construction ou projetées, 8 à 10 unités de cette puissance en Ruhr, 6 en France et 5 en Belgique. A 4 800

DEVELOPPEMENT ATTENDU DES POSSIBILITES D'EXTRACTION
DE HOUILLE, DE LA CAPACITE DE PRODUCTION DE COKE ET
DES POSSIBILITES DE PRODUCTION D'AGGLOMERES DE HOUILLE

(En millions de tonnes)



heures d'utilisation par an, la production de courant des centrales minières de la Communauté en 1960 serait d'environ 70 à 80 % plus élevée que la production de 1955, déjà égale à 24,6 milliards de kWh, dont 11,6 milliards, soit un peu moins de 50 %, vendus net aux tiers.

TABLEAU 8

Dépenses d'investissements par genres d'installations dans les centrales minières et les installations énergétiques des mines de la Communauté en 1954 et 1955

(en mns d'unités de compte-UEP)

		Production de vapeur	Production courant et tableau de distribution	Bâti-ments correspondants	Réseau de distribution d'électricité	Air comprimé	Divers	Total
Centrales minières	1954	41,1	26,8	9,2	6,5		4,9	88,5
	1955	28,9	20,4	6,5	5,1		6,1	67,0
Installations énergétiques	1954	6,1	3,5	0,5	4,7	7,6	0,9	23,3
	1955	3,1	3,2	0,5	3,5	5,6	0,6	16,5

Le développement attendu des puissances débitables maximum est donné par le tableau ci-dessous :

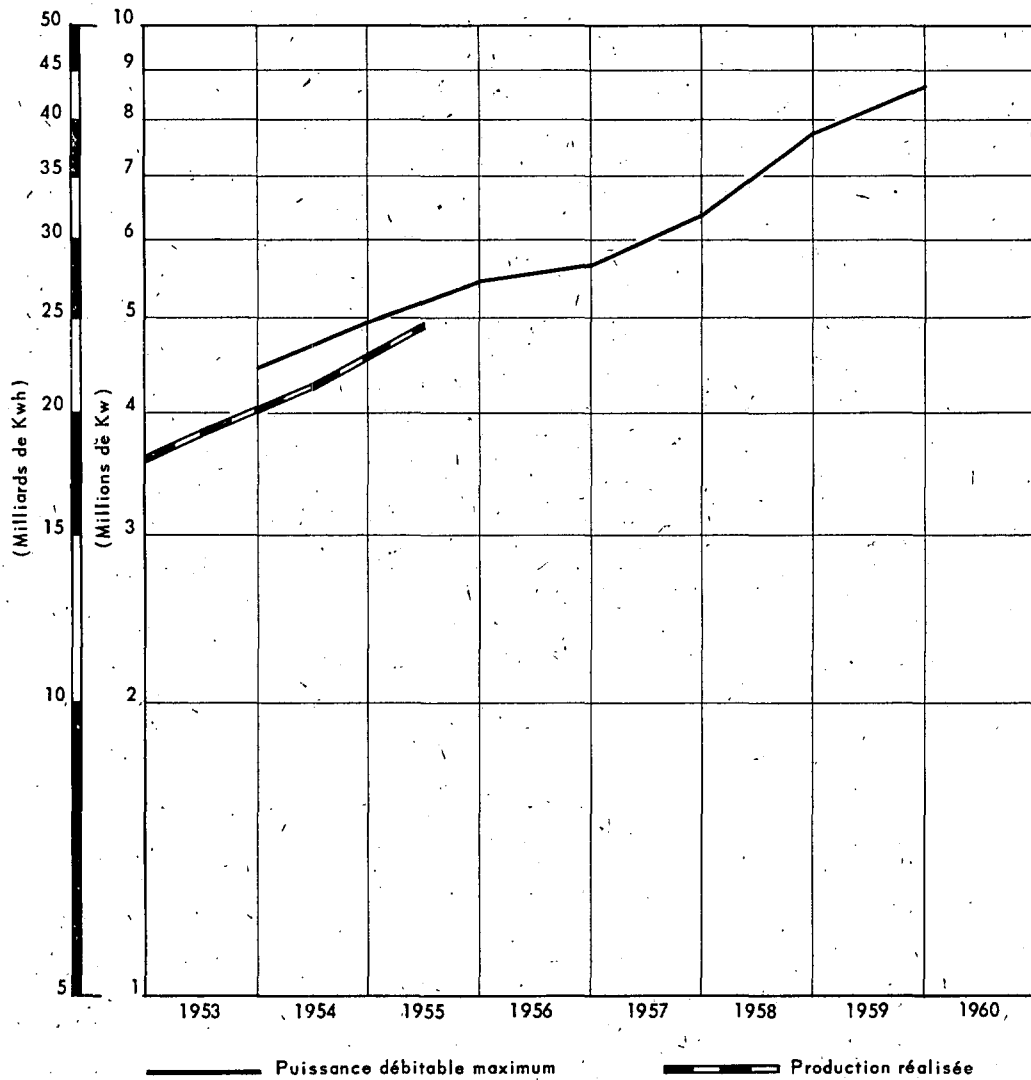
TABLEAU 9

(en MW)

Puissance débitable maximum					
début 1955	début 1956	début 1957	début 1958	début 1959	début 1960
4 968	5 429	5 651	6 365	7 725	8 683

Les tableaux et graphiques joints donnent le détail des dépenses et du développement des puissances débitables ainsi que des indications techniques sur la marche des centrales, le nombre d'heures d'utilisation, la consommation spécifique de charbon par kWh, la consommation de bas-produits, etc.

DEVELOPPEMENT ATTENDU DE LA PUISSANCE DEBITABLE MAXIMUM DES
CENTRALES MINIERES



Remarque:

On lit en ordonnées, à partir de la courbe à trait plein, soit la puissance maximum développable en Kw, soit la production annuelle possible en Kwh à 5000 heures de marche annuelle.

e) Usines de briquettes et semi-coke de lignite

Les tableaux joints donnent les dépenses et le développement attendu des capacités. Les dépenses correspondent en fait au seul maintien des capacités, les productions annuelles restant inchangées un peu inférieures à 17 mns de tonnes pour les briquettes, égales à 620 000 tonnes pour le semi-coke.

IV - MINES DE FER

Dans les mines de fer de la Communauté, les dépenses d'investissements se décomposent comme suit pour les années 1953, 1954 et 1955 (dépenses effectives) et 1956 et 1957 (dépenses prévues) :

TABLEAU 10

Dépenses d'investissements dans l'industrie du minerai de fer 1953 - 1957

(en mns d'unités de compte-UEP)

Installations	Dépenses d'investissements				
	effectives			prévues	
	1953	1954	1955	1956	1957
Production du minerai	14,2	14,8	16,0	24,5	21,1
Préparation du minerai à la mine	5,7	7,3	5,8	12,4	7,6
Diverses installations du jour	7,8	7,4	7,9	13,1	8,8
Total	27,7	29,5	29,7	50,0	37,5

La répartition des dépenses d'investissements en catégories montre que les travaux de renouvellement et d'extension dans le secteur de la préparation du minerai s'accroissent dans la même proportion que dans les mines proprement dites. Les dépenses moyennes d'investissements en 1956 - 1957 dépasseront en tout cas considérablement la moyenne des années 1953 - 1955. Les surestimations de l'année 1956 pourront peut-être trouver leur compensation dans les prévisions prudentes relatives à l'année 1957 dont on peut sans doute attendre l'augmentation ultérieure.

Les possibilités d'extraction étaient d'un peu moins de 80 mns de tonnes en 1955, l'extraction réalisée en 1955 étant de 76 mns. Les investissements doivent porter ces possibilités d'extraction à environ 94 mns de tonnes en 1958 et 98 mns de tonnes en 1960.

Des 18 mns de tonnes d'augmentation prévue des possibilités d'extraction, 14 mns, viennent des mines lorraines et 4 mns se répartissent entre la République fédérale, le Luxembourg, l'ouest de la France et l'Italie.

TABLEAU 11

(en mns de tonnes)

Extraction 1955	Possibilités d'extraction de minerai brut					
	1955	1956	1957	1958	1959	1960
76,092	79,749	85,655	91,337	94,474	96,389	98,179

V - INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

L'évolution des investissements dans l'industrie sidérurgique au cours des cinq années 1953 - 1957, se présente comme suit :

TABLEAU 12

Dépenses d'investissements dans l'industrie sidérurgique de la Communauté de 1953 à 1957
(Investissements engagés ou décidés au 1/1/1956)

(en mms d'unités de compte-UEP)

Installations	Dépenses effectives			Dépenses prévues	
	1953 (1)	1954	1955	1956	1957
Pour la production					
de fonte (2)	93	69	83	151	133
d'acier	76	43	74	103	79
de laminés	266	263	296	297	175
Services généraux	58	63	72	103	55
Total	493	438	525	654	442

(en % du total annuel)

Pour la production					
de fonte (2)	18,8	15,8	15,8	23,2	30,1
d'acier	15,4	9,8	14,1	15,6	17,9
de laminés	54,0	60,0	56,4	45,4	39,6
Services généraux	11,8	14,4	13,7	15,8	12,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(1) Pour 1953 la ventilation des dépenses entre les rubriques « fonte » et « Services généraux » est partiellement estimée.

(2) Y compris cokeries sidérurgiques (voir également page 14) et les installations de préparation des charges (installations de concassage, de classification et d'agglomération).

Pour 1957 on notera qu'il s'agit d'un chiffre partiel puisque les dépenses relevées dans le tableau ci-dessus ne sont afférentes qu'aux investissements « engagés » ou « décidés » au 1. 1. 1956. Compte tenu de cette remarque on constate, faisant suite à la baisse de 1954 qui aurait été particulièrement importante en France, un accroissement sensible des investissements à partir de 1955. L'effort est nettement concentré sur les installations destinées à la production de fonte et d'acier, alors que baisse fortement la part relative des dépenses pour les laminoirs, les services généraux (y compris les installations énergétiques) restant sensiblement constants. Cette tendance semble s'accroître si l'on compare les dépenses globales prévues après le 1. 1. 1956 (voir tableau 13). On remarquera tout particulièrement que les dépenses pour la production de fonte vont devenir aussi importantes que celles pour les laminoirs alors qu'elles n'en représentaient ces trois dernières années que le tiers ou le quart.

TABLEAU 13

Dépenses d'investissements prévues après le 1. 1. 1956

(en mns d'unités de compte-UEP)

Installations	Investissements engagés au 1. 1. 1956	Investissements décidés au 1. 1. 1956 mais non engagés
Pour la production		
de fonte	167,7	206,7
d'acier	135,9	91,8
de laminés	409,0	213,1
Services généraux	93,8	91,6
Total	806,4	603,2

(en % du montant total)

Pour la production		
de fonte	20,8	34,3
d'acier	16,9	15,2
de laminés	50,7	35,3
Services généraux	11,6	15,2
Total	100,0	100,0

Les paragraphes qui suivent donnent le détail des investissements ci-dessus récapitulés et leur effet sur le développement des possibilités de production. On remarquera que pour apprécier les effets de l'effort d'investissement entrepris dans un secteur déterminé, il faut tenir compte du décalage entre les dépenses et les résultats. Ceci est d'autant plus important que le développement indiqué ci-après des possibilités de production d'agglomérés, fonte, acier et laminés ne tient compte que des investissements « engagés » et « décidés ». Etant donné la durée moyenne des travaux dans la sidérurgie, l'année 1958 doit être considérée comme la dernière où ces investissements peuvent donner une vue complète du développement des possibilités de production; il n'en reste pas moins que leur effet se poursuit au-delà de 1958.

Bien que des résultats importants puissent être déjà obtenus en 1958, c'est donc seulement après 1958 que se développeront dans toute leur ampleur les effets des tendances nouvelles des investissements que les tableaux 12 et 13 ont mis en lumière.

a) Production de fonte

Les dépenses d'investissements ayant pour objet le développement de la production de fonte se répartissent comme suit :

TABLEAU 14

Répartition des dépenses d'investissements pour la production de fonte de la Communauté de 1953 à 1957

(en mns d'unités de compte-UEP)

Installations	Dépenses effectives			Dépenses prévues (Invest. engagés ou décidés au 1. 1. 1956)	
	1953 (1)	1954	1955	1956	1957
Cokeries sidérurgiques	22,0	17,5	20,1	24,5	15,3
Préparation des charges	15,0	11,6	19,1	35,4	40,0
Hauts fourneaux	56,0	40,0	44,0	90,9	77,4
Total	93,0	69,1	83,2	150,8	132,7

(1) Pour 1953, la ventilation des dépenses entre les rubriques « Préparation des charges et hauts fourneaux » est partiellement estimée.

Alors que les dépenses d'investissements dans les cokeries sidérurgiques varient peu, les dépenses pour les hauts fourneaux doublent et les dépenses pour la préparation des charges (principalement agglomérés) font *plus que doubler* pour atteindre, en 1957, 30 % des dépenses de la sidérurgie pour la production de fonte.

Les possibilités de production des cokeries sidérurgiques sont traitées au Chapitre III b) avec les cokeries minières et indépendantes.

Les possibilités de production d'agglomérés passeront de 18 mns de tonnes en 1955 à 30 mns de tonnes en 1958, soit un accroissement de 60 % en trois ans. Le développement particulièrement important en France, Belgique et aux Pays-Bas rapproche la situation des différents pays de la Communauté quant à la proportion de la charge qui est agglomérée.

Les possibilités de production de fonte en 1955 étaient de 42,4 mns de tonnes; elles ont été utilisées à un niveau assez élevé puisque la production effective a atteint environ 41 mns de tonnes. En 1958 elles passeraient à 49,5 mns de tonnes, soit une augmentation de 16,7 % correspondant à un taux annuel de 5,3 % contre 5,6 % entre les productions réalisées en 1952 et 1955, années où la reconstruction a encore joué un grand rôle.

TABLEAU 15

(en 1000 tonnes)

Produits	Production 1955	Possibilités de production			
		1955	1956	1957	1958
Fonte	41 013	42 404	44 168	46 683	49 497
Agglomérés	17 000	18 469	18 876	22 250	30 058

b) Production d'acier

Les dépenses d'investissements se répartissent comme suit entre les différents procédés de fabrication de l'acier.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION MAXIMUM POSSIBLE
 ET PRODUCTION DE MINERAL BRUT, AGGLOMERES,
 FONTE, ACIER BRUT ET PRODUITS FINIS

(En milliers de tonnes)

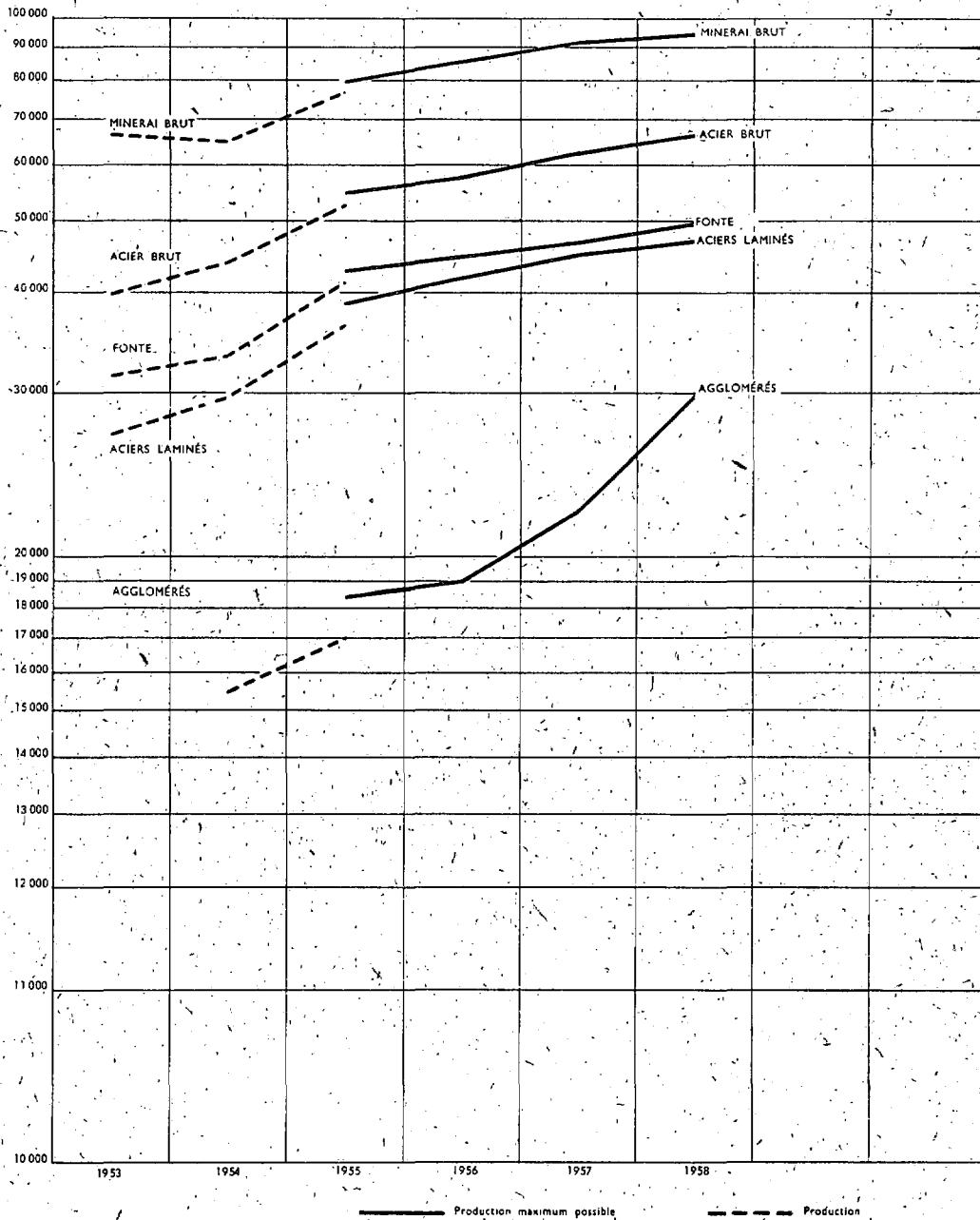


TABLEAU 16

Répartition des dépenses d'investissements dans les aciéries de la Communauté par procédés de fabrication, de 1953 à 1957

(en mns d'unités de compte-UEP)

Catégories d'aciéries	Dépenses effectives			Dépenses prévues (Invest. engagés ou décidés au 1. 1. 1956)	
	1953 (1)	1954	1955	1956	1957
Aciéries Thomas	36,9	14,2	24,4	28,5	24,0
Aciéries Martin	28,9	18,4	32,3	52,4	40,6
Aciéries électriques et autres	10,0	10,0	16,8	21,8	14,1
Total	75,8	42,6	73,5	102,7	78,7

(1) Pour 1953 la ventilation des dépenses entre les différentes catégories d'acier est partiellement estimée.

Le coût d'investissements à la tonne étant différent, suivant les catégories d'acier, le développement des possibilités de production n'est pas nécessairement proportionnel aux dépenses.

Les possibilités de production d'acier étaient en 1955 de 55 mns de tonnes pour une production effective qui a atteint 52,7 mns de tonnes. Les programmes d'investissements déclarés dans l'enquête porteraient ces possibilités de production vers 66,5 mns de tonnes en 1958, soit un accroissement de 20,9 % en trois ans correspondant à un taux annuel de 6,5 % contre 8 % entre les productions réalisées en 1952 et 1955 dans une période de développement exceptionnelle due notamment à la reconstruction.

TABLEAU 17

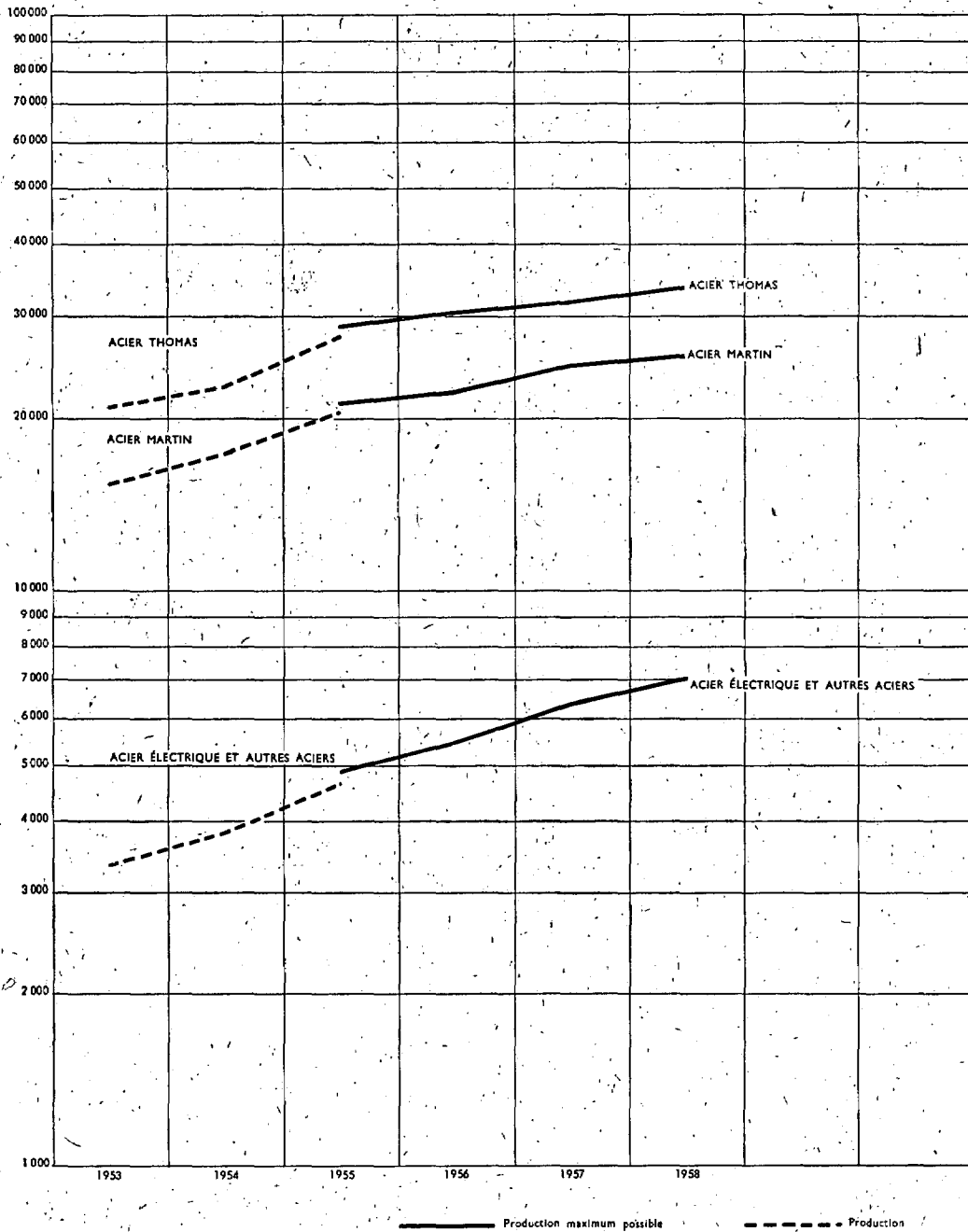
(en 1000 tonnes)

Produits	Production 1955 (1)	Possibilités de production			
		1955	1956	1957	1958
Acier Thomas	27 521	28 809	30 345	31 605	33 682
Acier Martin	20 485	21 193	21 905	24 617	25 731
Aciers électriques et autres	4 652	5 016	5 466	6 385	7 097
Total	52 658	55 018	57 716	62 607	66 510

(1) Répartition de la production effective en 1955 (et non des possibilités de production!) : Thomas 52,3 %, Martin 38,9 %, Electriques et autres 8,8 %).

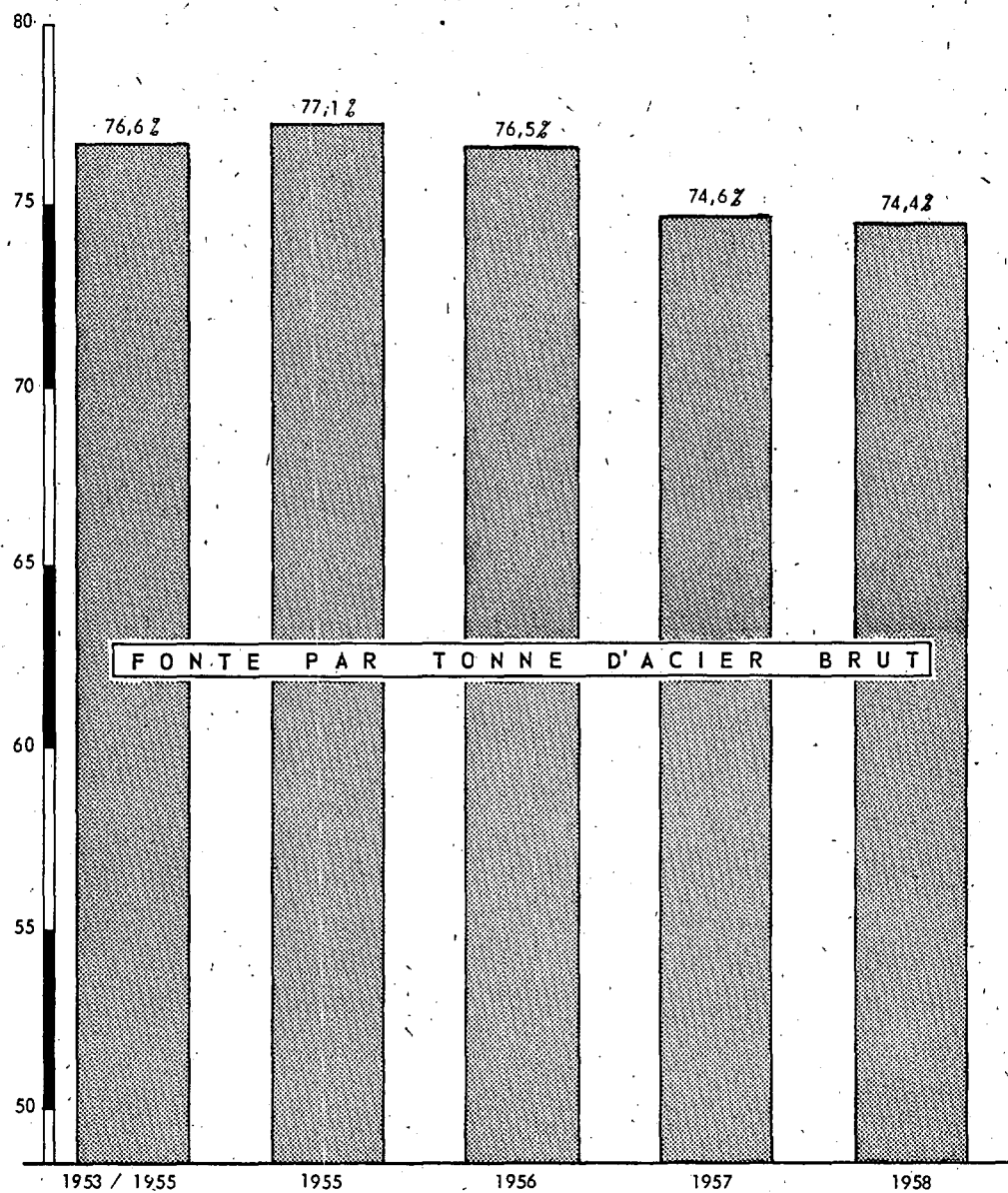
EVOLUTION DE LA PRODUCTION MAXIMUM POSSIBLE
D'ACIER THOMAS, MARTIN, ELECTRIQUE ET AUTRES ACIERS

(En milliers de tonnes)



RAPPORT FONTE — ACIER BRUT

(1953/1955 production effective — 1955/1958 capacité de production estimative)

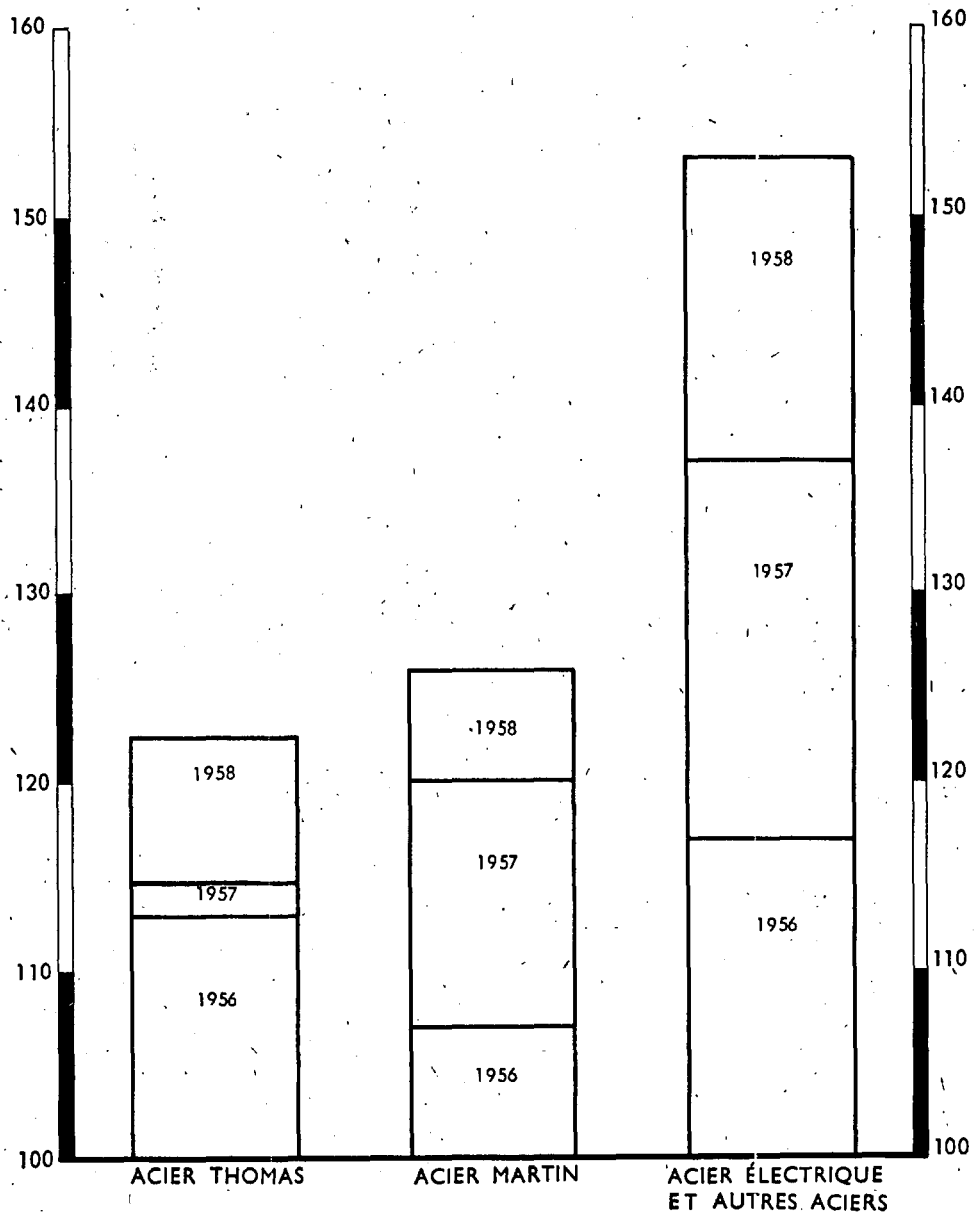


L'accroissement des possibilités de production de fonte étant moins rapide, le rapport des possibilités de production de fonte aux possibilités de production d'acier baisserait de 771 kgs de fonte par tonne d'acier en 1955 à 744 kgs en 1958 (le rapport des productions effectives en 1955 a été de 779 kgs/t).

Dans la répartition des possibilités de production par catégories d'acier en 1955 et 1958 on constate une faible augmentation de la proportion d'acier Martin (38,5 — 38,7 %) et l'augmentation de la proportion d'aciers électriques et autres 9,1 % à 10,7 % aux dépens de l'acier Thomas qui baisse de 52,4 % à 50,6 %. On doit cependant remarquer qu'en face de ce recul de 1,8 %, on enregistre un développement de la production d'acier électrique par le procédé duplex, c'est-à-dire par l'emploi accru du convertisseur Thomas.

ACIER BRUT

Accroissement des capacités de production en %
Base production effective 1955 = 100



c) Production de laminés

Les dépenses d'investissements dans les différentes catégories de laminoirs se répartissent comme suit:

TABLEAU 18

Répartition des dépenses d'investissements entre les laminoirs
de la Communauté de 1953 à 1957

(en mns d'unités de compte-UEP)

Installations	Dépenses effectives			Dépenses prévues (Invest. engagés ou décidés au 1. 1. 1956)	
	1953 (1)	1954	1955	1956	1957
Trains gros & moyens	17,73	29,13	30,21	37,86	25,20
Trains à petits fers	20,63	29,78	36,35	43,30	18,67
Trains à fil	24,92	15,51	10,43	10,83	13,37
<i>Total trains à profilés</i>	<i>63,28</i>	<i>74,42</i>	<i>76,99</i>	<i>91,99</i>	<i>57,24</i>
Trains à feuillards	14,22	13,59	12,43	4,74	3,70
Trains à tôles fortes et larges plats	44,89	41,28	36,26	32,61	8,25
Trains à tôles minces à chaud (2)	6,67	4,28	4,70	2,06	0,61
Trains à tôles minces à froid (2)	5,14	3,65	0,91	1,07	0,08
Trains à larges bandes à chaud	28,60	31,57	33,43	22,29	18,62
Trains à larges bandes à froid	59,12	45,23	57,52	56,78	26,65
<i>Total trains à produits plats</i>	<i>158,64</i>	<i>139,60</i>	<i>145,25</i>	<i>119,55</i>	<i>57,91</i>
Bloomings & slabbings	26,98	23,15	43,17	43,52	37,14
Divers	17,50	26,13	31,00	42,26	23,19
Total	266,40	263,30	296,41	297,32	175,48

(1) Pour 1953 la ventilation des dépenses entre les différentes rubriques est partiellement estimée.

(2) non continus.

L'étude des dépenses faites dans les laminoirs au cours des années 1953 à 1957 permet de constater que des grands changements s'annoncent, qui méritent la plus grande attention. Après une longue période au cours de laquelle les laminoirs à produits plats prenaient une part toujours croissante dans les investissements, une diminution relative apparaît en 1954 et à partir de 1955 se dessine même une régression absolue de ce genre de dépenses. Les investissements dans les trains à profilés par contre, ont, pendant les 5 dernières années, augmenté de façon presque continue; l'augmentation est plus nette encore pour les bloomings et slabblings. Il ne s'agit pas là uniquement de compléments apportés à des installations dégrossisseuses en liaison avec l'accroissement de la capacité des laminoirs, mais aussi de travaux de modernisation modifiant profondément le coût de revient et la marche des installations.

Pour les trains à larges bandes, au moins pour les trains à chaud, la période des investissements massifs, après avoir atteint un maximum en 1955, paraît toucher à sa fin. Les prévisions pour 1956 et 1957 montrent une régression importante des investissements en valeur absolue et relative dans un secteur auquel on a toujours porté le plus grand intérêt. Les dépenses d'investissements dans les trains à larges bandes à froid ont été dans les dernières années presque le double des dépenses faites pour les trains à chaud; une réduction des investissements n'aura probablement lieu qu'en 1957.

Dans les laminoirs non continus à tôles minces à froid et à chaud (laminoirs à feuilles) la réduction brutale des investissements est déterminée par l'importance considérable prise par les trains continus à larges bandes. Cette évolution apparaît non seulement dans les laminoirs à tôles minces (à feuilles), mais également dans les laminoirs à tôles fortes et moyennes et à larges plats, enfin et surtout dans les laminoirs à feuillards ou à bandes à tubes.

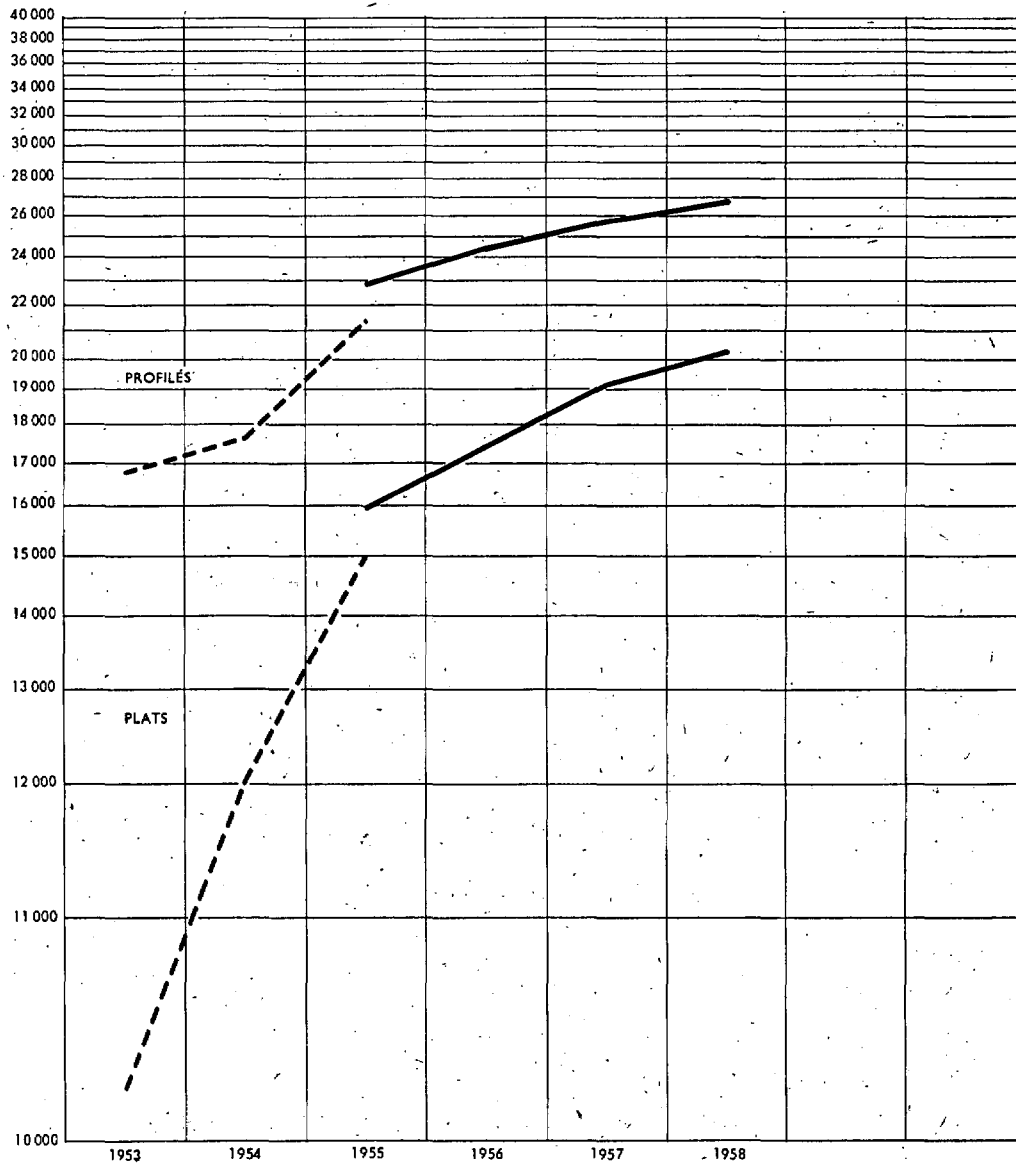
Dans les laminoirs à profilés on relève jusqu'en 1956 un accroissement constant des investissements en valeurs relatives comme en valeurs absolues dans les trains à petits fers (profilés légers, fer monier). Il est aujourd'hui impossible de dire avec certitude si cette tendance continuera au-delà de 1957.

Dans les laminoirs à fil les investissements sont, depuis quelques années, en régression; il est vrai que la modernisation de ce type de trains avait déjà été exécutée en grande partie; il reste à voir si le renversement de la tendance prévue pour 1957 sera de longue durée.

L'accroissement des investissements dans les trains à profilés forts et moyens est considérable. Il se poursuit parallèlement au développement des bloomings et slabblings, et on est amené à penser que ce mouvement tend à une transformation plus complète des demi-produits permettant d'alimenter les trains finisseurs en produits de sections aussi petites que possible.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION MAXIMUM POSSIBLE
DE PRODUITS FINIS, VENTILEE EN PROFILES ET PLATS

(En milliers de tonnes)



— Production maximum possible - - - - - Production

Les possibilités de production d'acier laminé étaient en 1955 de 38,8 mns de tonnes, la production ayant atteint 36,2 mns de tonnes. En 1958 les possibilités passeraient à 47,1 mns de tonnes, soit une augmentation de 21 %. Il convient de noter que les possibilités de production indiquées ici sont calculées en tenant compte de tous les goulots d'étranglement, notamment du tonnage de métal disponible pour alimenter les trains; les possibilités maximum de laminage totalisées pour tous les trains sont évidemment plus élevées (48 mns de tonnes en 1955); les entreprises doivent en effet avoir des capacités suffisantes pour pouvoir adapter leur production aux différentes commandes qu'elles reçoivent. L'augmentation correspondante des possibilités de production d'acier brut et d'acier laminé (21 %) traduit le fait que celles-ci sont données, compte tenu des disponibilités en métal.

L'accroissement et la répartition des possibilités de production par catégorie de produit s'établit comme exposé dans le tableau suivant :

TABLEAU 19

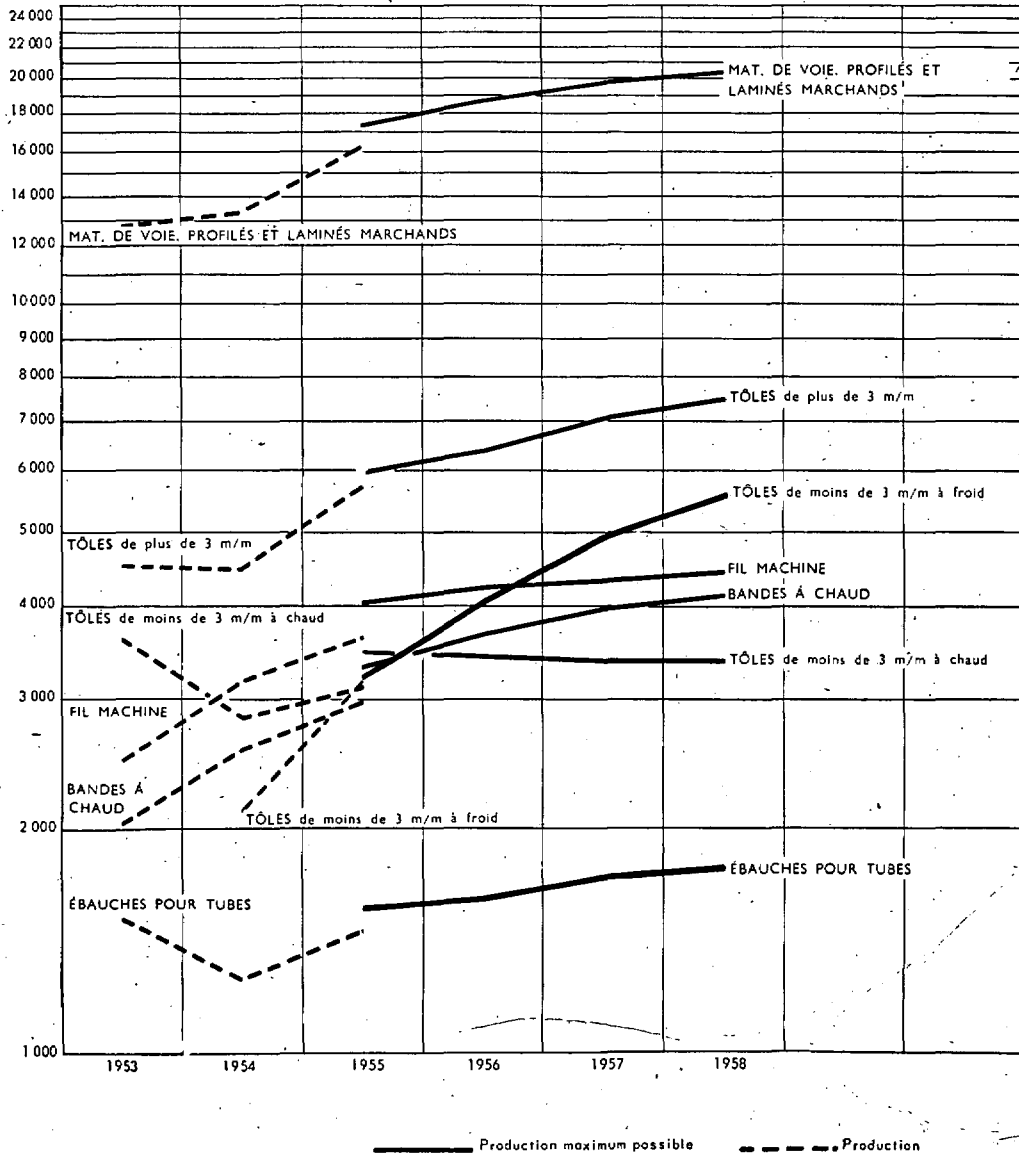
Développement des possibilités de production d'acier laminé (1)

Produits	Possibilités de production				
	1955 en 1000 t	1958 en 1000 t	Accroiss. p. produit 1955-58 (%)	Part dans la production totale	
				1955 (%)	1958 (%)
Profilés lourds et légers	17 192	20 267	+ 17,9	44,3	43,0
Ronds et carrés pour tubes	1 560	1 793	+ 14,9	4,0	3,9
Fil machine	4 065	4 463	+ 9,8	10,5	9,5
<i>Total profilés</i>	22 817	26 523	+ 16,2	58,8	56,4
Feuillards et bandes à tubes	3 219	4 049	+ 25,8	8,3	8,6
Tôles fortes et larges plats	6 003	7 493	+ 24,8	15,5	15,9
Tôles minces à chaud	3 425	3 388	- 1,1	8,8	7,2
Tôles minces à froid	3 355	5 628	+ 67,8	8,6	11,9
<i>Total produits plats</i>	16 002	20 558	+ 28,5	41,2	43,6
Total acier laminé	38 819	47 081	+ 21,3	100,0	100,0

(1) La production d'acier laminé ne peut être mise en regard de la production d'acier brut sous forme de bilan. En effet, n'y figurent pas les demi-produits pour forges, consommation directe et exportation vers les pays tiers ; d'autre part, la production d'acier brut comprend l'acier pour moulage.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION MAXIMUM POSSIBLE
DE PRODUITS FINIS PAR CATEGORIES

(En milliers de tonnes)



Les possibilités de production de produits plats — contrairement aux dépenses (voir page 33) — se développent plus rapidement que celles des profilés. L'augmentation entre 1955 et 1958 correspond à 28,5 % pour les produits plats et seulement à 16,2 % pour les autres laminés. Parmi les profilés, le fil machine accuse la plus forte régression relative alors que les ébauches pour tubes progressent de 15 % environ et les profilés lourds et légers de 18 %. Parmi les produits plats les tôles minces à froid (bandes et feuilles) se développent très rapidement — augmentation de 68 % —, alors que les possibilités de production de tôles minces à chaud se maintiennent à peine. Cette évolution est la conséquence de l'augmentation rapide de la production des différentes sortes de laminoirs à larges bandes qui fournissent déjà à l'heure actuelle la plus grande partie de la production de tôles minces à froid.

d) Services généraux

Les dépenses d'investissements se répartissent comme suit:

TABLEAU 20

Répartition des dépenses d'investissements dans les services généraux de l'industrie sidérurgique de 1953 à 1957

(en mns d'unités de compte-UEP)

Installations	Dépenses effectives			Dépenses prévues (invest. engagés ou décidés au 1. 1. 1956)	
	1953	1954	1955	1956	1957
Installations énergétiques et réseaux de distribution	39,0	32,2	30,1	31,4	22,5
Divers	19,0	30,9	41,4	71,9	32,9
Total	58,0	63,1	71,5	103,3	55,4

Les dépenses d'investissements dans les centrales sidérurgiques sont sensiblement constantes.

La production de courant dans les centrales sidérurgiques, d'après les déclarations à la présente enquête sur les investissements, a été de 10,52 milliards de Kwh représentant 5,6 % de la production de courant dans la Communauté en 1955.

La puissance débitable maximum passera de 2,70 mns de kW en 1955 à 3,24 mns de kW en 1958.

Corrigendum

Page 39 - tableau 21 (Production en 1955)

lisez:

Houille 245,1 au lieu de 245,2

Coke 68,9 au lieu de 68,7

VI - CONCLUSIONS

TABLEAU 21

Développement de la production maximum possible de houille, coke, minerai, fonte, acier et laminés dans la Communauté de 1955 à 1960

(en mns de tonnes)

Produits	Production en 1955	Possibilités de production	
		1955	1958
Houille	245,2	258,3	271,6
Coke	68,7	73,9	81,9
Minerai	76,1	79,7	94,5
Fonte	41,0	42,4	49,5
Acier	52,7	55,0	66,5
Laminés	36,2	38,8	47,1

	<i>(Indice)</i>		
Houille	95	100	105
Coke	93	100	110
Minerai	96	100	119
Fonte	97	100	117
Acier	96	100	121
Laminés	93	100	121

Le développement des possibilités de production dans les différents secteurs des industries du charbon et de l'acier révèle des déséquilibres importants en houille, coke et fonte.

On a vu que les résultats de l'enquête donnent pour l'augmentation prévisible des possibilités maximum d'extraction de charbon entre les années 1955 et 1960 24 mns de tonnes. On peut penser que les possibilités de production de fonte pourraient atteindre — compte tenu d'une estimation prudente de l'effet des investissements envisagés — environ 55 mns de tonnes en 1960. Si cette production était réalisée, les tonnages de charbon supplémentaires enfournés dans les cokeries par rapport à 1955 pour les seuls besoins de la sidé-

urgie devraient être de l'ordre de 16 mns de tonnes, correspondant à 12 mns de tonnes de coke. Il resterait donc pour couvrir tous les besoins supplémentaires des autres secteurs de consommation 8 mns de tonnes de charbon.

La production de courant thermique de la Communauté a été en 1955 de 121,5 milliards de kWh, la production prévue par l'O.E.C.E. pour 1960 est de 165 milliards soit une augmentation de 43,5 milliards correspondant, pour 500 gr. de charbon par kWh, à près de 22 mns de tonnes de charbon, un peu moins si l'on tient compte qu'une partie de cette augmentation sera couverte par d'autres sources thermiques en particulier par le lignite rhénan. Les seules centrales minières prendraient environ 9 mns de tonnes sur cette augmentation.

Il suit de là avec évidence que si les hypothèses faites sur les productions de fonte et de courant thermique sont vérifiées, les mines ne seront pas en mesure de suivre les demandes, d'autant que la Communauté est déjà importatrice nette en charbon.

Le problème des nouveaux sièges se pose donc: s'ils étaient entrepris dès maintenant, leur extraction n'apparaîtrait pas avant 1965. On voit l'urgence du problème, les exploitations actuelles pouvant être insuffisantes dès 1960.

Toujours avec les hypothèses faites sur la production de fonte, les prévisions de développement des cokeries sont trop courtes, mais, au contraire des sièges d'extraction, ce retard pourrait être rapidement comblé. Les augmentations de capacité prévues sont de 11 mns de tonnes; pour les seuls besoins de la sidérurgie, elles devraient déjà être majorées d'au moins 1 million, en comptant une tonne de coke par tonne de fonte produite.

Le minerai, par contre, du fait de la forte augmentation des possibilités de production de la Communauté et d'assez larges possibilités d'importation ouvertes notamment par le développement de la production en Suède, au Labrador et au Vénézuéla, ne paraît pas devoir être pour 1960 une source de difficultés.

Le rapport des possibilités de production de fonte et d'acier sera plus bas en 1958 qu'en 1955. Si les possibilités de production d'acier devaient être pleinement utilisées en 1958, les besoins d'importations de ferraille (ou de fonte) s'accroîtraient donc non seulement en proportion de la production d'acier et pour faire face à la diminution relative

des ressources intérieures, mais encore pour combler le déficit en fonte. Le problème se poserait donc d'une importation supplémentaire de ferraille et de fonte.

Notamment, si l'on reportait la relation fonte-acier constatée en 1955 (77,9 : 100) à une production d'acier de 66,5 mns de tonnes en 1958, la production de fonte proportionnelle serait de 51,8 mns de tonnes. Les possibilités prévisibles de production de fonte n'atteignant que 49,5 mns de tonnes en 1958, le déficit calculé serait déjà d'environ 2,3 mns de tonnes. Or, la relation fonte-acier brut devrait être augmentée puisque d'une part les disponibilités en vieille ferraille, peut-être aussi en chutes de transformation, ne s'accroissent pas proportionnellement à la production d'acier et que d'autre part l'importation de ferraille ne peut être augmentée à volonté. On peut alors prévoir avec assez de certitude un déficit considérable en Fe.

L'augmentation de la production d'acier valorise les très larges investissements réalisés dans les laminoirs au cours de ces dernières années, en augmentant leur taux d'utilisation et notamment celui des trains à larges bandes du fait du développement particulièrement rapide de la production des produits plats.

On constate donc dans l'ensemble un déséquilibre entre le développement des possibilités de production d'acier et celui des matières premières nécessaires à sa production (minerai excepté), au fur et à mesure que l'on remonte les différents stades du processus de production: déséquilibre de la fonte sur l'acier, du coke sur la fonte et du charbon sur le coke. L'importance des problèmes posés sera fonction du niveau des prévisions qui seront faites sur le développement des demandes globales de charbon et d'acier.

A N N E X E S

DÉFINITIONS DE BASE

Pour que les chiffres obtenus soient comparables, la Haute Autorité a adopté les définitions suivantes:

Investissements :

Sont considérées comme dépenses d'investissements les dépenses comptabilisées ou à comptabiliser à l'actif des bilans comme immobilisations dans l'année sous revue, sauf pour les sièges d'extraction des houillères et les centrales thermiques minières où les dépenses à porter sont celles qui auraient été ou seraient portées à l'actif des bilans en application du document AM 43 « Directives relatives au calcul de l'amortissement des biens investis dans l'industrie charbonnière de la C.E.C.A. ».

INDUSTRIE MINIÈRE**Charbon**

Développement attendu de l'extraction — Les chiffres donnés représentent l'extraction maximum continué réalisable pour l'ensemble des sièges compte tenu des possibilités des différents services des sièges (fond, jour, lavoirs) et des ressources prévisibles en main-d'oeuvre dans l'année considérée. Les petites mines n'ont pas été prises en considération aussi bien en ce qui concerne les dépenses d'investissements que le développement des possibilités de production. Elles représentent en effet une production de l'ordre du million sur 246 millions de tonnes, donc négligeable.

Coke

Capacité de production — Les chiffres donnés représentent la capacité de défournement totale, calculée sur la base des installations existantes au début de chaque année.

Centrales thermiques

Puissances débitables maximum — Sous ce terme, il faut comprendre les puissances continues maximum des centrales thermiques telles qu'elles résultent des puissances des éléments les plus faibles, toutes les machines étant supposées en état de marche.

Une distinction a été introduite entre « centrales proprement dites » et « installations énergétiques des mines ». La définition adoptée est la suivante:

Sont à considérer comme « centrales proprement dites »:

- a) toutes les centrales ayant une puissance débitable maximum (électrique) dépassant et/ou qui dépassera 25 000 kW après réalisation des investissements de toutes catégories (A + B + C).
- b) les centrales de moindre puissance lorsque l'énergie électrique livrée au réseau ou à des tiers dépasse 50 % de l'énergie produite (courant + vapeur).

Minerai de fer

Développement attendu de l'extraction — Les chiffres donnés représentent l'extraction maximum continue réalisable pour l'ensemble de chaque mine, compte tenu des services (fond, jour, installations de préparation dans la mesure où le minerai n'est vendu qu'après traitement) et des ressources prévisibles en main-d'oeuvre dans l'année considérée.

INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

Production maximum possible d'agglomérés, de fonte, d'acier et de produits laminés :

« La production maximum possible est la production maximum qu'il est possible d'obtenir au cours de l'année considérée dans les conditions ordinaires de travail, compte tenu des réparations, de l'entretien, des congés normaux, avec les installations disponibles au début de l'année, et compte tenu également, d'une part, de la production supplémentaire des installations qui devront être mises en service et, d'autre part, des installations existantes qui doivent être définitivement arrêtées au cours de l'année. L'évaluation de la production doit être basée sur les proportions probables de la composition de la charge de chacune des installations en question, et dans l'hypothèse que les matières premières seront disponibles ».

Ces possibilités de production représentent donc la production qui peut être effectivement atteinte par l'ensemble des installations, compte tenu des goulots d'étranglement que l'une d'entre elles peut imposer à l'ensemble.

Pour la production d'acier les petites entreprises n'ont pas été prises en considération en ce qui concerne les dépenses d'investissements, par contre, en ce qui concerne le développement des possibilités de production, les possibilités des petites entreprises ont été évaluées en partant des différences constatées entre les chiffres de production des entreprises touchées par l'enquête et les chiffres de production statistiques.

Pour les laminoirs, les possibilités de production étant fonction des sections, épaisseurs ou largeurs des produits introduits dans le laminoir (prise de fer) et des produits que l'on veut obtenir, l'hypothèse a été faite que dans le cas où aucune prévision ne serait possible sur les conditions futures du laminage, on retiendrait les conditions de l'année 1955. De même pour la ventilation du métal disponible entre les différents trains.

Dans le cas des laminoirs, l'utilité de connaître à côté de la production réalisable, compte tenu des goulots d'étranglement — y compris le goulot métal —, les possibilités de production des trains en eux-mêmes a conduit à adopter aussi cette seconde notion. Elle était d'autant plus nécessaire que les possibilités de production des laminoirs d'une usine à fabrications multiples, sont normalement plus élevées que ses possibilités de production de métal, car elle doit pouvoir adapter ses fabrications à la diversité des commandes qu'elle reçoit à chaque moment.

Puissances débitables :

Voir industrie minière.

LISTE DES TABLEAUX ANNEXES

CHARBON

Industrie houillère

	Page
<i>A. Dépenses d'investissements</i>	
<i>Tableau I</i>	Dépenses par bassin de 1953 à 1957 dans les sièges d'extraction 52
<i>Tableau II</i>	Dépenses par bassin de 1953 à 1957 dans les cokeries minières et indépendantes 53
<i>Tableau III</i>	Dépenses par bassin de 1953 à 1957 dans les usines d'agglomération de houille minières et indépendantes 54
<i>Tableau IV</i>	Dépenses par bassin de 1953 à 1957 dans les centrales thermiques minières et installations énergétiques 55
<i>B. Possibilités de production</i>	
<i>Tableau V</i>	Extraction maximum possible par bassin de 1954 à 1960. Houille (avec graphique annexe) 56/57
<i>Tableau VI</i>	Capacité de production par bassin de 1954 à 1960. Coke (avec annexe) 58/59
<i>Tableau VII</i>	Possibilités de production par bassin de 1954 à 1960. Agglomérés de houille 60
<i>Tableau VIII</i>	Puissance débitable maximum des centrales électriques et installations énergétiques 61
<i>Tableau IX</i>	Données statistiques sur la marche des centrales en 1955 (avec annexe) 62/63
Usines de briquettes et semi-coke de lignite	
<i>Tableau X</i>	Dépenses d'investissements de 1953 à 1957 et développement des possibilités de production de 1954 à 1960 64

MINÉRAI DE FER*A. Dépenses d'investissements*

<i>Tableau XI</i>	Dépenses par bassins de 1953 à 1957 et dépenses globales à partir du 1/1/1956	65
-------------------	---	----

B. Possibilités de production

<i>Tableau XII</i>	Extraction maximum possible par bassins de 1955 à 1960. Minerai de fer brut	66
--------------------	---	----

ACIER**Industrie sidérurgique***A. Dépenses d'investissements*

<i>Tableau XIII</i>	Dépenses par régions de 1953 à 1957 (pour les investissements engagés et décidés) et dépenses globales à partir du 1/1/1956 (pour les investissements engagés et décidés) dans l'ensemble de l'industrie sidérurgique	67
<i>Tableau XIV</i>	Dépenses par régions de 1953 à 1957 (pour les investissements engagés et décidés) et dépenses globales à partir du 1/1/1956 (pour les investissements engagés et décidés) dans les installations pour la production de fonte (cokeries sidérurgiques, préparation des charges, hauts fourneaux, total)	68/69
<i>Tableau XV</i>	Dépenses par régions de 1953 à 1957 (pour les investissements engagés et décidés) et dépenses globales à partir du 1/1/1956 (pour les investissements engagés et décidés) dans les installations pour la production d'acier (aciéries Thomas, aciéries Martin, aciéries électriques et autres, total)	70/71

Tableau XVI Dépenses par régions de 1953 à 1957 (pour les investissements engagés et décidés) et dépenses globales à partir du 1/1/1956 (pour les investissements engagés et décidés) dans les installations pour la production de laminés (profilés, produits plats, bloomings/slab-bings, total) 72/73

Tableau XVII Dépenses par régions de 1953 à 1957 (pour les investissements engagés et décidés) et dépenses globales à partir du 1/1/ 1956 (pour les investissements engagés et décidés) dans les Services Généraux (centrales et réseaux de distribution, divers, total) 74/75

B. Possibilités de production

Tableau XVIII Production maximum possible par régions de 1955 à 1958 pour les agglomérés, la fonte et le courant électrique 76

Tableau XIX Production maximum possible par régions de 1955 à 1958 pour l'acier brut (acier Thomas, acier Martin, aciers électriques et autres, acier total) 77

Tableau XX Production maximum possible par régions de 1955 à 1958 pour les laminés (profilés, produits plats, total) 78

Tableau XXI Production maximum possible dans la Communauté de 1955 à 1958
a) pour les laminés (profilés lourds et légers; ronds et carrés pour tubes; fil machine) 79

b) Tôles fortes et moyennes, larges plats; feuilards et bandes à tube; tôles minces à chaud; tôles minces à froid 80

CHARBON

TABLEAU I

Houille — Dépenses d'investissements dans les sièges d'extraction

(en mns d'unités de compte-UEP)

Bassin	Dépenses effectives			Dépenses prévues	
	1953 ⁽¹⁾	1954	1955	1956	1957
Ruhr	70,25	83,23	91,69	105,78	89,13
Aix-la-Chapelle	6,98	9,07	8,76	9,11	8,00
Basse-Saxe	2,15	4,09	2,48	3,77	4,03
Campine	12,61	13,45	12,92	18,88	16,93
Bassin Sud	22,20	24,58	22,79	36,18	29,93
Nord/Pas-de-Calais	50,16	38,42	38,44	38,70	32,35
Lorraine	28,44	28,07	29,07	25,16	20,56
Centre-Midi	20,30	12,84	10,79	9,98	10,11
Sarre	11,83	15,16	13,65	17,39	16,32
Sulcis et La Thuile	4,56	1,28	2,40	0,92	0,22
Limbourg	5,30	11,60	16,37	15,45	13,15
Total Communauté	234,78	241,79	249,36	281,32	240,73

⁽¹⁾ Les chiffres pour 1953 proviennent de l'enquête 1955.

CHARBON

TABLEAU II

Houille — Dépenses d'investissements dans les cokeries minières et indépendantes
(y compris les cokeries à basse et moyenne température)

(en millions d'unités de compte-UEP)

Bassin	Dépenses effectives			Dépenses prévues	
	1953 ⁽¹⁾	1954	1955	1956	1957
<i>Cokeries minières.</i>					
Ruhr	41,01	32,55	24,75	29,97	30,46
Aix-la-Chapelle	1,19	1,43	0,34	1,60	2,21
Basse-Saxe	—	0,01	0,05	0,04	—
Campine	2,64	0,59	0,25	1,41	1,44
Bassin Sud					
Nord/Pas-de-Calais	10,46	7,29	7,56	7,65	6,68
Lorraine	11,10	13,55	12,28	7,42	5,93
Centre-Midi	0,55	1,01	0,42	1,70	1,47
Sarre	0,84	2,31	1,79	9,24	8,77
Sulcis et La Thuile	—	—	—	—	—
Limbouurg	10,41	9,11	4,14	3,01	2,17
<i>Total Communauté</i>	78,20	67,85	51,58	62,04	59,13
<i>Cokeries indépendantes</i>					
Allemagne	—	—	—	—	—
Belgique et Pays-Bas	0,98	2,02	1,09	1,35	0,18
France	20,81	15,47	9,42	4,54	2,11
Sarre	—	—	—	—	—
Italie	1,92	2,00	1,78	5,71	3,31
<i>Total Communauté</i>	23,71	19,49	12,29	11,60	5,60
Total Général	101,91	87,34	63,87	73,64	64,73

(¹) Les chiffres pour 1953 proviennent de l'enquête 1955.

CHARBON

TABLEAU III

Houille — Dépenses d'investissements dans les usines d'agglomération

(en mns. d'unités de compte-UEP)

Bassin	Dépenses effectives			Dépenses prévues	
	1953 ⁽¹⁾	1954	1955	1956	1957
Ruhr	0,24	0,85	2,15	1,46	0,59
Aix-la-Chapelle	—	—	0,08	0,12	0,08
Basse-Saxe	0,01	0,05	0,08	0,06	0,11
Campine	—	—	—	—	—
Bassin Sud	0,34	0,49	0,82	0,84	0,55
Nord/Pas-de-Calais	1,30	0,57	1,95	3,94	4,03
Lorraine	—	—	—	—	—
Centre-Midi	1,00	0,66	0,82	1,33	0,61
Usines indép. françaises	0,82	0,99	0,86	0,82	0,17
Sarre	—	—	—	—	—
Sulcis et La Thuile	—	—	—	—	—
Limbourg	0,30	0,24	0,19	0,06	0,05
Total Communauté	4,01	3,85	6,95	8,63	6,19
<i>dont</i>					
Usines de briquettes		0,04	0,08	—	0,03
Usines de boulets		2,81	6,12	7,16	5,49
Installations annexes		1,00	0,75	1,47	0,67

⁽¹⁾ Les chiffres pour 1953 proviennent de l'enquête 1955.

TABLEAU IV

Houille — Dépenses d'investissements dans les centrales thermiques minières et les installations énergétiques des mines

(en millions d'unités de compte-UEP)

Bassin	Dépenses effectives			Dépenses prévues	
	1953 ⁽¹⁾	1954	1955	1956	1957
Ruhr	38,35	58,35	44,45	49,56	60,99
Aix-la-Chapelle	1,76	0,66	0,71	0,70	0,75
Basse-Saxe	3,92	5,67	1,04	0,16	0,46
Campine	3,99	3,44	2,89	3,02	3,24
Bassin Sud	4,55	5,00	1,58	13,81	19,70
Nord/Pas-de-Calais	11,44	8,90	9,80	14,62	20,96
Lorraine	12,86	11,21	11,47	8,30	15,71
Centre-Midi	16,34	9,63	3,51	6,24	7,42
Sarre	3,88	1,89	4,09	10,16	12,24
Sulcis et La Thuile	5,88	3,41	1,57	0,16	—
Limbourg	4,08	3,57	2,41	3,29	3,74
Total Communauté	107,05	111,73	83,52	110,02	145,21
<i>dont</i>					
pour les installations énergétiques des mines		23,26	16,48	18,03	14,24

(¹) Les chiffres pour 1953 proviennent de l'enquête 1955.

CHARBON

TABLEAU V

Houille — Développement attendu de l'extraction d'après les investissements en programme

(1000 tonnes/an extraction nette)

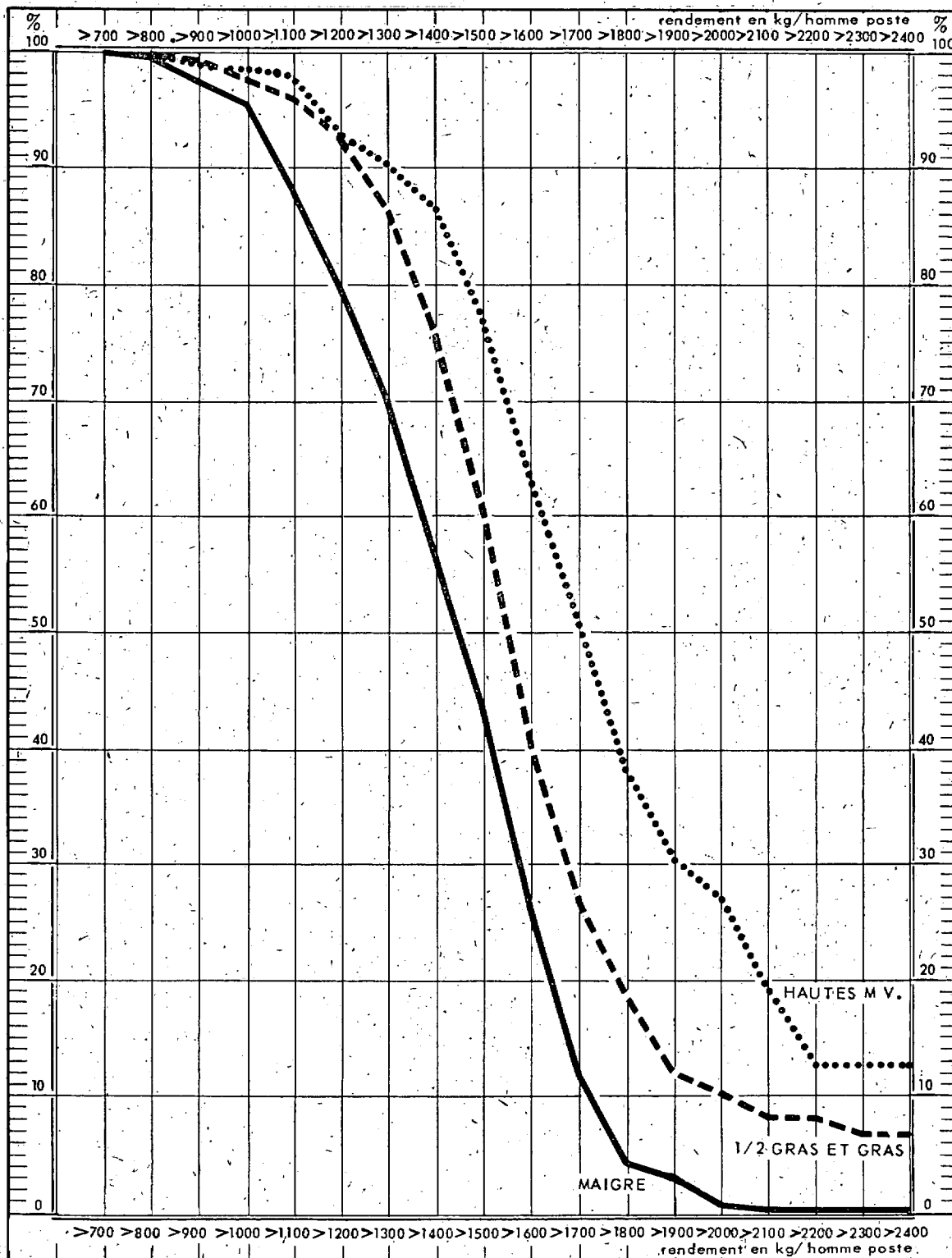
Bassin	Possibilités d'extraction effectives		Extraction réalisée ⁽¹⁾	Extraction attendue				
	1954	1955		1955	1956	1957	1958	1959
Ruhr	124 315	127 676	120 468	128 032	131 967	135 455	138 248	141 187
Aix-la-Chapelle	7 258	7 550	7 062	7 650	7 980	8 480	8 780	9 170
Basse-Saxe	2 503	2 666	2 560	2 345	2 416	2 455	2 590	2 590
Campine	10 262	10 457	10 144	10 390	10 815	11 120	11 380	11 550
Bassin Sud	21 195	21 929	19 736	21 638	22 357	22 851	22 913	23 203
Nord/Pas-de-Calais	29 370	29 370	29 101	29 680	29 800	30 000	30 000	31 150
Lorraine	13 600	13 600	13 157	14 000	14 399	15 100	15 801	16 500
Centre-Midi	13 027	13 027	12 705	12 785	13 395	13 655	13 915	14 140
Sarre	17 120	17 650	17 206	17 700	17 700	18 230	18 580	18 770
Sulcis et La Thuile	1 352	1 352	1 080	1 452	1 454	1 255	1 155	1 155
Limbourg	12 985	12 985	11 895	12 960	12 970	12 990	13 010	13 120
Total Communauté	252 987	258 262	245 114	258 632	265 253	271 591	276 372	282 535

(1) Les chiffres statistiques diffèrent parfois à cause des arrondissements introduits et surtout du fait que les mines ayant une extraction inférieure à 50 000 t/an ne sont pas incluses.

Annexe au tableau V

ANNEE 1955

RENDEMENT PAR QUALITES DE CHARBON DES HOUILLERES
DE LA COMMUNAUTE



Remarque:

En portant un rendement quelconque en abscisse, on peut lire en ordonnée, respectivement à partir de chaque courbe, le pourcentage de charbon de la catégorie correspondante extrait avec un rendement supérieur à celui pris en considération.

Exemple : Charbon-maigre-rendement 1600 Kg/homme poste. Environ 26% de charbon maigre sont extraits avec un rendement supérieur à 1600.

CHARBON

TABLEAU VI

Développement attendu de la capacité de production de coke d'après les investissements en programme

(1000 tonnes/an)

Bassin	Capacité de production effective		Production réalisée	Capacité de production attendue				
	Début			Début				
	1954	1955	1955 (1)	1956	1957	1958	1959	1960
<i>Cokeries minières</i>								
Ruhr	35 500	36 135	34 463	37 570	38 150	39 049	39 935	40 353
Aix-la-Chapelle	1 074	1 300	1 309 ⁽²⁾	1 304	1 324	1 434	1 434	1 762
Basse-Saxe	268	268	224	235	150	150	150	150
Campine	1 161	1 386	1 179	1 386	1 386	1 386	1 386	1 386
Bassin Sud								
Nord/Pas-de-Calais	3 755	3 700	3 819	4 185	4 165	4 515	4 630	4 430
Lorraine	665	665	918	1 440	1 550	1 920	2 000	2 000
Centre-Midi	595	570	533	595	595	720	720	665
Sarre	760	880	754	880	880	1 600	1 600	1 600
Sulcis et La Thuile	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	2 410	3 040	2 777	2 750	2 900	2 900	2 900	2 900
<i>Total</i>	46 188	47 944	45 976	50 345	51 100	53 674	54 755	55 246
<i>Cokeries indépendantes</i>								
Allemagne	—	—	—	—	—	—	—	—
Belgique et Pays-Bas	1 619	1 813	1 666	1 824	1 811	1 811	1 798	1 800
France	1 680	1 847	1 702 ⁽³⁾	2 225	2 225	2 225	2 330	2 330
Sarre	—	—	—	—	—	—	—	—
Italie	1 737	1 768	1 712	1 968	2 073	2 207	2 392	2 417
<i>Total</i>	5 036	5 428	5 080	6 017	6 109	6 243	6 520	6 545
<i>Cokeries sidérurgiques</i>								
Allemagne	4 623	5 059	4 814	5 346	6 188	5 968	6 238	6 238
Belgique et Pays-Bas	5 019	5 114	4 874	5 174	5 525	5 746	5 746	5 946
France	3 527	4 121	3 684	4 106	4 316	4 432	4 481	4 521
Sarre	3 095	3 095	3 186	3 457	3 692	3 491	3 758	4 114
Italie	1 357	1 357	1 236	1 236	1 246	1 456	1 996	1 996
<i>Total</i>	17 621	18 746	17 794	19 319	20 967	21 093	22 219	22 815
Total Général	68 845	72 118	68 850	75 681	78 176	81 010	83 494	84 606

(1) Ces chiffres ne tiennent pas compte des rectifications de stocks, d'où certaines différences avec les chiffres du Bulletin statistique: ces différences provenant également d'une répartition différente entre cokeries minières, indépendantes et sidérurgiques pour quelques cokeries.

(2) Y compris coke d'électrodes (97 000 tonnes).

(3) A l'exclusion des cokeries: Grand Quevilly, arrêtée le: 30. 6. 1955; et Toulouse, arrêtée le: 20. 5. 1955.

ANNEXE STATISTIQUE AU TABLEAU VI — COKERIES

ANNÉE 1955

Charbon enfourné (1)

Catégorie V	70 770 000 t = 77,9 %
Catégorie VI	14 541 000 t = 16,0 %
Autres catégories	5 215 000 t = 5,7 %
Poussier de coke	366 000 t = 0,4 %
Total	90 892 000 t = 100,0 %

Huile 43 900 tonnes soit 0,05 % du total

Rendement en coke (brut) 756 kg/tonne de charbon enfourné

Gaz produit ($29\,959 \times 10^6 \text{ Nm}^3$) = env. 330 Nm^3 /tonne de charbon enfourné humideGaz riche livré $20\,379 \times 10^6 \text{ Nm}^3 = 68,7 \%$

Consommation pour chauffage des fours

Gaz riche	$9\,580 \times 10^6 \text{ Nm}^3$ soit 65,6 %
Gaz pauvre	$1\,119 \times 10^6 \text{ Nm}^3$ soit 7,7 %
Gaz divers	$3\,900 \times 10^6 \text{ Nm}^3$ soit 26,7 %
Total	$14\,599 \times 10^6 \text{ Nm}^3$ soit 100,0 %

Gaz divers: $> 2/3$ gaz de haut fourneau
 $< 1/3$ grisou et gaz naturel

Consommation spécifique 751 Kcal/Kg de charbon enfourné (sec)
(en supposant une humidité moyenne de 8 %)

(1) Sous réserve des approximations résultant de l'exacte définition des catégories. Des différences de répartition entre les catégories V et VI ont été constatées avec les chiffres fournis à la Haute Autorité (Division des Statistiques).

Remarque: Les volumes de gaz sont rapportés à 4300 Kcal/ Nm^3

CHARBON

TABLEAU VII

Agglomérés de houille — Développement attendu des possibilités de production

(A = Briquettes; B = Boulets)

(1000 tonnes/an)

Bassin	Possib. effectives			Production réalisée 1955		Développement attendu des possibilités de production									
	1954 (1)	1955				1956		1957		1958		1959		1960	
	A + B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Ruhr	6 208	1 084	6 426	477	5 046	935	6 594	925	7 016	915	7 162	905	7 184	905	7 189
Aix-la-Chapelle	519	—	544	—	525	—	554	—	554	—	604	—	604	—	604
Basse-Saxe	410	190	323	135	289	175	335	175	335	160	330	160	330	160	330
Campine	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Bassin Sud	2 506	613	1 618	452	1 039	603	1 779	603	1 910	603	2 036	608	2 141	591	2 183
Nord/Pas-de-Calais	5 004	432	4 140	356	2 562	432	4 140	432	4 140	432	4 572	432	4 788	432	5 220
Lorraine	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Centre-Midi	2 156	396	1 796	214	1 216	396	1 950	336	1 970	336	1 940	336	2 080	336	2 080
Usines indép. françaises	1 321	238	2 006	107	1 438	230	2 073	210	2 089	207	2 070	207	2 050	207	2 050
Sarre	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sulcis et La Thuile	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Limbourg	1 292	119	1 208	70	907	119	1 318	119	1 358	119	1 378	119	1 378	119	1 378
Total Communauté	19 416	3 072	18 061	1 811	13 022	2 890	18 743	2 800	19 372	2 772	20 092	2 767	20 555	2 750	21 034

(1) D'après l'enquête 1955.

Remarque: L'enquête n'a pas porté sur un certain nombre d'usines ayant produit en 1955 environ 270 000 t de briquettes et 1 000 000 de tonnes de boulets.

CHARBON

TABLEAU VIII

Houille — Centrales thermiques minières et installations énergétiques des mines
Développement attendu de la puissance débitable maximum d'après les investissements en programme

Bassin	Puissance effective ⁽¹⁾ MW		Prod. réal. 10 ⁶ kWh	Développement attendu de la puissance en MW				
	début			début				
	1954	1955	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Ruhr	1 524	1 727	9 463	1 920	2 121	2 620	3 370	3 712
Aix-la-Chapelle	116	116	604	119	117	117	129	129
Basse-Saxe	63	113	480	113	100	100	100	115
Campine	233	253	886	272	310	310	310	368
Bassin Sud	376	388	1 976	385	383	383	655	870
Nord/Pas-de-Calais	856	856	4 747	981	981	1 096	1 211	1 271
Lorraine	375	475	2 328	476	476	476	476	684
Centre-Midi	377	459	1 583	460	460	460	530	565
Sarre	243	298	1 149	270	270	370	520	545
Sulcis et La Thuile	—	—	82	64	64	64	64	64
Limbourg	285	283	1 415	369	369	369	360	360
Total Communauté	4 448	4 968	24 713	5 429	5 651	6 365	7 725	8 683
<i>dont</i> installations éner- gétiques des mines			2 683	641	631	626	627	606

(1) D'après l'enquête 1955.

CHARBON

TABLEAU IX

Centrales thermiques minières et installations énergétiques des mines

Production de courant 1955 (en mns de kWh)
 Puissance débitable maximum (en 1.000 kW) (moyenne début 1955—début 1956)
 Heures de marche annuelle en 1955

{ par tranches
 de consommation
 spécifique

Pays — Bassin	Consommation spécifique															Sans indic. s. l. consom.		Total		
	< 3 000 Kcal/kWh			3000-3499 Kcal/kWh			3500-3999 Kcal/kWh			4000-4999 Kcal/kWh			> 5 000 Kcal/kWh			Prod.	Puiss.	Prod.	Puiss.	Heures de marche
	Prod.	Puiss.	Heures de marche	Prod.	Puiss.	Heures de marche	Prod.	Puiss.	Heures de marche	Prod.	Puiss.	Heures de marche	Prod.	Puiss.	Heures de marche					
<i>Allemagne</i>																				
Ruhr	1 529	320,5	4 771	2 797	492,5	5 679	2 010	360,5	5 576	1 667	342,5	4 867	1 204	255,-	4 722	256	52,5	9 463	1 823,5	5 189
Aix-la-Chapelle	—	—	—	149	25,-	5 960	415	74,-	5 608	35	9,0	3 889	5	9,-	556	—	—	604	117,-	5 162
Basse-Saxe . . .	—	—	—	—	—	—	373	92,-	4 054	—	—	—	107	21,-	5 095	—	—	480	113,-	4 248
<i>Total</i>	1 529	320,5	4 771	2 946	517,5	5 693	2 798	526,5	5 314	1 702	351,5	4 842	1 316	285,-	4 618	256	52,5	10 547	2 053,5	5 136
<i>Belgique</i>																				
Borinage	480	89,-	5 393	114	30,-	3 767	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,-	594	124,-	4 790
Centre	—	—	—	—	—	—	132	20,-	6 600	230	44,-	5 227	—	—	—	—	—	362	64,-	5 656
Charleroi	—	—	—	—	—	—	212	46,-	4 609	22	6,-	3 667	—	—	—	—	0,5	234	52,5	4 457
Liège	653	100,-	6 530	—	—	—	—	—	—	128	40,-	3 200	5	5,5	909	—	—	786	145,5	5 402
Campine	—	—	—	393	104,5	3 760	288	71,-	4 056	205	87,-	2 356	—	—	—	—	—	886	262,5	3 375
<i>Total</i>	1 133	189,-	5 994	507	134,5	3 769	632	137,-	4 613	585	177,-	3 305	5	5,5	909	—	5,5	2 862	648,5	4 413
<i>France</i>																				
Nord /																				
Pas-de-Calais .	1 183	157,5	7 511	1 087	148,5	7 320	1 292	270,-	4 785	1 036	219,-	4 730	147	66,-	2 227	2(1)	57,5	4 747	918,5	5 168
Lorraine	—	—	—	1 988	400,-	4 970	—	—	—	—	—	—	340	75,5	4 503	—	—	2 328	475,5	4 896
Centre-Midi . . .	—	—	—	521	128,-	4 070	927	270,-	3 433	—	—	—	135	54,5	2 477	—	—	1 583	452,5	3 498
<i>Total</i>	1 183	157,5	7 511	3 596	676,5	5 316	2 219	540,-	4 109	1 036	219,-	4 730	622	196,0	3 173	2	57,5	8 658	1 846,5	4 689
<i>Sarre</i>	476	110,-	4 327	—	—	—	—	—	—	404	95,-	4 253	269	79,-	3 405	—	—	1 149	284,0	4 046
<i>Italie</i>	—	—	—	82	32,-	2 563	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	82	32,-	2 563
<i>Pays-Bas</i>	—	—	—	—	—	—	1 283	298,5	4 298	111	20,-	5 550	18	5,5	3 273	3	2	1 415	326,-	4 340
Total moyen																				
Communauté	4 321	777,-	5 561	7 131	1360,5	5 241	6 932	1502,-	4 615	3 838	862,5	4 450	2 230	571,-	3 905	261	117,5	24 713	5 190,5	4 761

(1) Mise en service en fin d'année.

Remarque: Le nombre d'heures est calculé en divisant la production annuelle par la puissance débitable maximum moyenne (c. à. d. la moyenne arithmétique entre les puissances au début 1955 et 1956). Il y a évidemment une erreur dans la mesure où les centrales nouvelles n'ont pas été mises en marche au 1^{er} juillet 1955.

ANNEXE STATISTIQUE AU TABLEAU IX — CENTRALES THERMIQUES

RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE 1956

La consommation de charbon comprend environ 88 % de bas produits.

Le pouvoir calorifique moyen des bas produits (valeur approchée) est un peu supérieur à 5000 Kcal/kg.

Consommation spécifique moyenne (valeur approchée):

1954 — 3780 Kcal

1955 — 3703 Kcal

Nombre d'heures de marche annuelle (valeur calculée sur la base de la puissance moyenne en service entre le début de chaque année et le début de l'année suivante):

1954 — 4642 heures

1955 — 4761 heures

Les détails par bassin se trouvent dans le tableau IX.

Le rapport entre la puissance débitable maximum et la puissance nominale installée varie comme suit:

Début 1954	83,5 %
1955	84,5 %
1956	87,9 %
il serait au début de 1960	90,4 %

CHARBON

TABLEAU X

Dépenses d'investissements dans les usines de briquettes et de semi-coke de lignite (Communauté)

(en mns d'unités de compte-UEP)

	Dépenses effectives			Dépenses prévues	
	1953 ⁽¹⁾	1954	1955	1956	1957
Usines de briquettes	6,55	5,10	9,62	5,78	1,31
Usines de semi-coke	0,22	0,24	0,27	0,26	0,21
Total	6,77	5,34	9,89	6,04	1,52

Développement attendu des possibilités de production de briquettes et de semi-coke de lignite d'après les investissements en programme

	Prod. réal. 1955	Développement prévu des possibilités de production					
		1955	1956	1957	1958	1959	1960
Briquettes	16 525	16 783	16 619	16 570	16 666	16 682	16 698
Semi-coke	620	620	620	620	620	620	620

⁽¹⁾ Les chiffres pour 1953 proviennent de l'enquête 1955.

MINÉRAI DE FER

TABLEAU XI

Dépenses d'investissements par bassin

(en Mns d'unités de compte-UEP)

Bassin	Dépenses effectives			Dépenses prévues		Dépenses après le 1. 1. 1956 pour investissements		
	1953	1954	1955	1956	1957	engagés	décidés	envisagés
Salzgitter, Ilse, Harz- vorland		2,21	4,73	4,77	1,49	3,91	2,31	1,49
Osnabrück, Weser- Wiehengebirge		1,15	0,70	0,21	—	0,21	—	—
Siegerland-Wied		2,20	1,30	3,03	1,57	1,80	1,27	1,53
Allemagne - Centre-Midi		0,83	0,78	1,14	0,56	1,00	0,20	1,15
Autres bassins allemands		0,73	1,14	1,38	1,35	1,17	2,31	0,50
Belgique		—	—	—	—	—	—	—
France-Est		16,43	15,61	30,06	26,31	27,25	21,84	44,26
France-Ouest		1,26	1,90	3,69	2,36	1,46	6,54	3,41
France - Centre-Midi		0,19	0,30	0,63	0,37	0,39	0,72	0,40
Italie		4,09	2,33	3,71	3,07	2,99	1,39	13,06
Luxembourg		0,37	0,86	1,44	0,43	0,17	1,06	0,91
Total Communauté	27,70	29,46	29,65	50,06	37,51	40,35	37,64	66,71

MINERAI DE FER

TABLEAU XII

Extraction maximum possible de minerai de fer brut par bassin de 1955 à 1960

(en 1000 t)

Bassin	Extraction	Possibilités d'extraction					
	1955	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Salzgitter, Ilse, Harzvorland	9 232	9 507	9 887	10 112	10 152	10 032	10 032
Osnabrück, Weser-Wiehen- gebirge	1 548	1 768	1 918	1 918	2 118	2 218	2 218
Siegerland-Wied	1 337	1 370	1 370	1 427	1 427	1 498	1 498
Allemagne — Centre-Midi	1 544	1 708	1 700	1 664	1 610	1 610	1 610
Autres bassins allemands	2 022	2 240	2 700	2 960	3 020	3 020	3 020
Belgique	106	110	110	110	110	110	110
France-Est	46 754	48 340	51 800	56 205	58 880	60 592	62 360
France-Ouest	3 878	4 129	4 383	4 523	4 743	4 803	4 793
France — Centre-Midi	318	345	517	678	708	708	708
Italie	2 151	2 661	2 926	2 926	2 966	3 026	3 076
Luxembourg	7 204	7 577	8 347	8 812	8 742	8 772	8 752
Total Communauté	76 094	79 755	85 658	91 335	94 476	96 389	98 177

TABLEAU XIII

Dépenses d'investissements par régions

(en millions d'unités de compte-UEP)

	Alle- magne du Nord ⁽¹⁾	Rhénanie Nord/ West- phalie	Alle- magne du Sud ⁽²⁾	Belgique	Lorraine	Nord de la France	Autres régions de la France	Sarre	Régions côtières d'Italie	Autres régions d'Italie	Luxem- bourg	Pays- Bas	Comm- nauté
INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE — TOTAL													
Dépenses pour les investissements «en- gagés» et «décidés» (Catégorie A + B)													
a) 1953													493,23 ⁽³⁾
b) 1954	36,04	162,61	11,57	32,92	76,59	10,80	25,45	12,84	13,43	22,42	25,08	7,94	437,69
c) 1955	60,16	226,61	12,33	33,98	61,57	10,12	30,96	19,18	9,76	21,40	22,18	16,34	524,59
d) 1956	47,90	197,61	13,04	59,95	100,75	27,58	50,86	41,53	28,95	29,79	20,20	35,90	654,06
e) 1957	23,61	125,50	4,75	46,20	81,58	26,69	25,31	27,02	24,93	17,58	7,70	31,35	442,22
f) 1958 et après	26,24	84,23	6,96	62,84	43,18	9,54	8,53	10,84	27,46	10,98	1,22	21,23	313,25
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:													
g) Investissements engagés	79,63	317,89	19,00	54,85	99,42	21,91	45,51	54,13	38,72	36,20	17,23	21,86	806,35
h) Investissements décidés	18,12	89,45	5,75	114,14	126,09	41,90	39,19	25,26	42,62	22,15	11,89	66,62	603,18
i) Total (= d à f)	97,75	407,34	24,75	168,99	225,51	63,81	84,70	79,39	81,34	58,35	29,12	88,48	1 409,53

⁽¹⁾ Schleswig-Holstein, Basse-Saxe, Hambourg, Brême⁽²⁾ Hesse, Rhénanie, Palatinat, Wurtemberg, Bavière⁽³⁾ Une répartition par régions n'est pas possible.

Dépenses d'investissements par régions

(en mns d'unités de compte-UEP)

	Alle- magne du Nord (1)	Rhé- nanie Nord/ West- phalie	Alle- magne du Sud (2)	Belgique	Lorraine	Nord de la France	Autres régions de la France	Sarre	Régions côtières d'Italie	Autres régions d'Italie	Luxem- bourg	Pays- Bas	Commu- nauté
COKERIES SIDÉRURGIQUES													
Dépenses pour les investissements «en- gagés» et «décidés» (Catégorie A + B)													
a) 1953													21,71 (3)
b) 1954	0,56	3,62	—	1,39	9,10	0,04	0,14	0,59	—	—	—	2,08	17,52
c) 1955	0,22	1,43	0,17	2,82	5,12	0,08	0,82	4,06	0,01	—	—	5,39	20,12
d) 1956	1,07	1,08	3,12	4,78	6,70	0,08	0,94	5,03	0,76	—	—	0,93	24,49
e) 1957	—	0,94	0,99	3,80	3,35	0,06	0,19	4,53	1,26	—	—	0,15	15,27
f) 1958 et après	—	1,46	—	1,41	0,34	0,27	0,04	1,69	0,35	—	—	0,03	5,59
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:													
g) Investissements engagés	1,07	3,48	4,11	3,96	6,04	0,41	0,94	3,90	0,26	—	—	0,80	24,97
h) Investissements décidés	—	—	—	6,03	4,35	—	0,23	7,35	2,11	—	—	0,31	20,38
i) Total (= d à f)	1,07	3,48	4,11	9,99	10,39	0,41	1,17	11,25	2,37	—	—	1,11	45,35
PRÉPARATION DES CHARGES													
Dépenses pour les investissements «en- gagés» et «décidés» (Catégorie A + B)													
a) 1953													15,51 (3)
b) 1954	0,01	3,07	—	0,10	0,55	—	—	0,12	0,51	0,10	7,11	—	11,57
c) 1955	1,02	8,60	0,02	0,17	1,12	0,15	0,01	0,03	0,83	0,12	6,13	0,90	19,10
d) 1956	0,03	6,02	0,08	5,09	11,82	2,10	0,94	1,36	1,64	0,06	3,03	3,26	35,43
e) 1957	—	6,72	—	6,30	15,05	5,00	1,62	0,54	1,68	0,05	2,43	0,58	39,97
f) 1958 et après	—	3,08	—	5,05	10,10	0,90	1,10	—	0,40	—	0,44	—	21,07
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:													
g) Investissements engagés	0,03	10,98	0,08	10,15	12,36	3,50	0,51	0,12	2,95	0,02	5,64	3,84	50,18
h) Investissements décidés	—	4,84	—	6,29	24,61	4,50	3,15	1,78	0,77	0,09	0,26	—	46,29
i) Total (= d à f)	0,03	15,82	0,08	16,44	36,97	8,00	3,66	1,90	3,72	0,11	5,90	3,84	96,47

HAUTS FOURNEAUX													
Dépenses pour les investissements «engagés» et «décidés» (Catégorie A + B)													
a) 1953													55,78 ⁽³⁾
b) 1954	0,85	14,26	1,63	7,34	8,75	0,96	0,80	1,92	0,47	0,12	2,01	0,44	39,55
c) 1955	1,46	16,64	2,55	5,83	9,37	1,10	1,11	1,36	1,86	0,04	2,53	0,18	44,03
d) 1956	4,57	26,46	2,38	14,35	24,09	5,03	2,24	3,38	0,59	0,18	3,30	4,29	90,86
e) 1957	9,36	17,45	—	7,58	23,13	6,24	1,31	1,69	2,78	0,31	1,11	6,43	77,39
f) 1958 et après	6,35	17,46	—	12,04	18,27	2,10	0,04	1,40	4,16	0,39	—	2,13	64,34
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:													
g) Investissements engagés	10,76	37,49	1,25	15,25	19,83	1,53	2,74	2,36	0,13	0,04	1,16	0,04	92,58
h) Investissements décidés	9,52	23,88	1,13	18,72	45,66	11,84	0,85	4,11	7,40	0,84	3,25	12,81	140,01
i) Total (= d à f)	20,28	61,37	2,38	33,97	65,49	13,37	3,59	6,47	7,53	0,88	4,41	12,85	232,59

TOTAL													
Dépenses pour les investissements «engagés» et «décidés» (Catégorie A + B)													
a) 1953													93,00 ⁽³⁾
b) 1954	1,42	20,95	1,63	8,83	18,40	1,00	0,94	2,63	0,98	0,22	9,12	2,52	68,64
c) 1955	2,70	26,67	2,74	8,82	15,61	1,33	1,94	5,45	2,70	0,16	8,66	6,47	83,25
d) 1956	5,67	33,56	5,58	24,22	42,61	7,21	4,12	9,77	2,99	0,24	6,33	8,48	150,78
e) 1957	9,36	25,11	0,99	17,68	41,53	11,30	3,12	6,76	5,72	0,36	3,54	7,16	132,63
f) 1958 et après	6,35	22,00	—	18,50	28,71	3,27	1,18	3,09	4,91	0,39	0,44	2,16	91,00
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:													
g) Investissements engagés	11,86	51,95	5,44	29,36	38,23	5,44	4,19	6,38	3,34	0,06	6,80	4,68	167,73
h) Investissements décidés	9,52	28,72	1,13	31,04	74,62	16,34	4,23	13,24	10,28	0,93	3,51	13,12	206,68
i) Total (= d à f)	21,38	80,67	6,57	60,40	112,85	21,78	8,42	19,62	13,62	0,99	10,31	17,80	374,41

(1) Schleswig-Holstein, Basse-Saxe, Hambourg, Brême

(2) Hesse, Rhénanie, Palatinat, Wurtemberg, Bavière

(3) Une répartition par régions n'est pas possible, la répartition d'une partie des dépenses entre la préparation des charges et les hauts fourneaux a été estimée.

Dépenses d'investissements par régions

(en mns d'unités de compte-UEP)

	Alle- magne du Nord ⁽¹⁾	Rhénanie Nord/ West- phalie	Alle- magne du Sud ⁽²⁾	Belgique	Lorraine	Nord de la France	Autres régions de la France	Sarre	Régions côtières d'Italie	Autres régions d'Italie	Luxem- bourg	Pays- Bas	Communauté
ACIÉRIES THOMAS													
Dépenses pour les investissements «engagés» et «décidés» (Catégorie A + B)													36,90 ⁽³⁾
a) 1953													14,16
b) 1954	0,22	2,61	0,41	1,75	5,16	0,60	0,21	0,40	0,16	—	2,64	—	24,37
c) 1955	9,92	3,95	0,25	2,57	3,92	0,15	0,30	1,29	0,05	—	1,97	—	28,48
d) 1956	0,97	3,47	0,69	5,77	7,30	0,70	0,55	6,87	0,25	—	1,91	—	23,96
e) 1957	0,11	6,65	—	6,54	2,54	0,60	0,10	6,28	0,67	—	0,47	—	18,49
f) 1958 et après	—	0,12	—	10,59	0,83	0,80	—	5,45	0,70	—	—	—	
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:													
g) Investissements engagés	0,86	9,50	0,69	3,52	7,35	0,10	0,41	16,69	0,34	—	1,76	—	41,22
h) Investissements décidés	0,22	0,74	—	19,38	3,32	2,00	0,24	1,91	1,28	—	0,62	—	29,71
i) Total (= d à f)	1,08	10,24	0,69	22,90	10,67	2,10	0,65	18,60	1,62	—	2,38	—	70,93
ACIÉRIES MARTIN													
Dépenses pour les investissements «engagés» et «décidés» (catégorie A + B)													28,90 ⁽³⁾
a) 1953													18,41
b) 1954	3,93	7,60	0,80	0,30	2,24	1,31	0,17	0,47	1,05	0,33	—	0,21	32,30
c) 1955	2,86	16,57	0,30	0,05	3,76	3,52	1,22	0,08	1,28	0,93	—	1,73	52,40
d) 1956	3,23	21,81	0,06	0,41	4,36	3,68	3,04	1,50	4,34	1,70	—	8,27	40,64
e) 1957	4,04	18,86	—	0,78	4,67	1,78	0,35	0,03	3,16	1,11	—	5,86	25,67
f) 1958 et après	8,73	10,05	—	0,03	2,28	—	0,19	—	2,26	1,26	—	0,87	
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:													
g) Investissements engagés	10,29	33,01	0,06	—	2,28	4,05	1,68	1,41	7,12	2,08	—	5,82	67,80
h) Investissements décidés	5,71	17,71	—	1,22	9,03	1,41	1,90	0,12	2,64	1,99	—	9,18	50,91
i) Total (= d à f)	16,00	50,72	0,06	1,22	11,31	5,46	3,58	1,53	9,76	4,07	—	15,00	118,71

ACIÉRIES ÉLECTRIQUES ET AUTRES

Dépenses pour les investissements «engagés et «décidés» (Catégorie A + B)													
a) 1953	—	5,42	—	1,60	0,22	0,87	0,03	—	—	1,75	—	0,15	10,00 ⁽³⁾
b) 1954	0,05	12,37	—	1,41	0,05	0,17	0,81	—	0,22	1,48	0,04	0,17	10,04
c) 1955	0,05	15,63	—	1,45	0,11	—	1,16	—	0,08	2,93	0,12	0,25	16,77
d) 1956	—	10,64	—	0,03	0,06	—	2,03	—	—	1,33	—	—	21,78
e) 1957	—	0,95	—	0,40	—	—	—	—	—	0,82	—	—	14,09
f) 1958 et après	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,17
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:													
g) Investissements engagés	0,05	21,39	—	1,15	—	—	0,49	—	0,08	3,47	—	0,25	26,88
h) Investissements décidés	—	5,83	—	0,73	0,17	—	2,70	—	—	1,61	0,12	—	11,16
i) Total (= d à f)	0,05	27,22	—	1,88	0,17	—	3,19	—	0,08	5,08	0,12	0,25	38,04

TOTAL — ACIÉRIES

Dépenses pour les investissements «engagés et «décidés» (Catégorie A + B)													
a) 1953	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	75,80 ⁽³⁾
b) 1954	4,15	15,63	1,21	3,65	7,62	2,78	0,41	0,87	1,21	2,08	2,64	0,36	42,61
c) 1955	12,83	32,89	0,55	4,03	7,73	3,84	2,33	1,37	1,55	2,41	2,01	1,90	73,41
d) 1956	4,25	40,91	0,75	7,63	11,77	4,38	4,75	8,37	4,67	4,63	2,03	8,52	102,66
e) 1957	4,15	36,15	—	7,35	7,27	2,38	2,48	6,31	3,33	2,44	0,47	5,86	78,69
f) 1958 et après	8,73	11,12	—	11,02	3,11	0,80	0,19	5,45	2,96	2,08	—	0,87	46,33
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:													
g) Investissements engagés	11,20	63,90	0,75	4,67	9,63	4,15	2,58	18,10	7,54	5,55	1,76	6,07	135,90
h) Investissements décidés	5,93	24,28	—	21,33	12,52	3,41	4,84	2,03	3,92	3,60	0,74	9,18	91,78
i) Total (= d à f)	17,13	88,18	0,75	26,00	22,15	7,56	7,42	20,13	11,46	9,15	2,50	15,25	227,68

(1) Schleswig-Holstein, Basse-Saxe, Hambourg, Brême

(2) Hesse, Rhénanie, Palatinat, Wurtemberg, Bavière

(3) La répartition entre les différentes sortes d'acier est estimée en partie; la répartition par régions n'est pas possible

Dépenses d'investissements par régions

(en mns d'unités de compte-UEP)

	Alle- magne du Nord ⁽¹⁾	Rhénane Nord/ West- phalie	Alle- magne du Sud ⁽²⁾	Belgique	Lorraine	Nord de la France	Autres régions de la France	Sarre	Régions côtières d'Italie	Autres régions d'Italie	Luxem- bourg	Pays- Bas	Commu- nauté
TRAINS À PROFILÉS													
Dépenses pour les investissements «engagés» et «décidés» (Catégorie A + B)													
a) 1953													63,28⁽⁴⁾
b) 1954	3,34	38,60	0,71	4,31	8,77	2,35	3,64	4,61	0,24	7,60	0,07	0,18	74,42
c) 1955	4,19	38,76	2,66	2,54	8,50	1,68	4,38	8,00	0,05	6,00	0,23	—	76,99
d) 1956	17,66	18,49	0,91	4,22	6,82	5,35	9,52	16,93	0,31	11,01	0,52	0,25	91,99
e) 1957	0,07	14,99	0,26	7,90	8,25	1,77	6,06	9,43	0,67	5,76	0,08	2,00	57,24
f) 1958 et après	—	3,58	0,23	4,87	0,47	0,15	4,15	—	1,15	4,53	—	11,00	30,13
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:													
g) Investissements engagés	17,73	30,52	1,29	1,69	13,52	6,55	12,06	25,76	0,21	12,05	0,23	0,25	121,86
h) Investissements décidés	—	6,54	0,11	15,30	2,02	0,72	7,67	0,60	1,92	9,25	0,37	13,00	57,50
i) Total (= d à f)	17,73	37,06	1,40	16,99	15,54	7,27	19,73	26,36	2,13	21,30	0,60	13,25	179,36
TRAINS À LARGES PLATS													
Dépenses pour les investissements «engagés» et «décidés» (Catégorie A + B)													
a) 1953													158,64⁽⁴⁾
b) 1954	22,09	47,74	3,21	8,83	19,40	2,63	17,54	0,35	4,75	4,47	6,29	2,30	139,60
c) 1955	22,79	68,89	1,52	7,69	11,97	1,33	17,09	0,45	1,40	4,70	4,39	3,03	145,25
d) 1956	11,12	39,89	3,40	8,61	12,45	3,05	20,82	0,77	8,42	4,80	1,07	5,15	119,55
e) 1957	7,14	19,61	2,89	4,13	6,91	2,83	7,95	0,18	2,21	1,53	—	2,53	57,91
f) 1958 et après	8,78	37,85	6,68	16,28	4,61	0,38	0,50	—	4,47	1,92	—	0,22	81,69
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:													
g) Investissements engagés	27,04	89,61	9,87	8,68	14,99	2,72	19,65	0,67	11,96	6,83	0,51	2,39	191,92
h) Investissements décidés	—	7,74	3,10	20,34	8,98	3,54	9,62	0,28	3,14	1,42	0,56	5,51	64,23
i) Total (= d à f)	27,04	97,35	12,97	29,02	23,97	6,26	29,27	0,95	15,10	8,25	1,07	7,90	259,15

BLOOMING ET SLABBING

Dépenses pour les investissements «engagés» et «décidés» (Catégorie A + B)														
a) 1953	26,98 ⁽⁴⁾
b) 1954	—	12,51	0,80	0,17	2,97	0,38	—	0,07	0,10	1,17	4,85	0,13	23,15	
c) 1955	12,01	19,45	0,86	1,11	3,51	—	0,10	0,12	0,19	1,97	2,76	1,09	43,17	
d) 1956	2,38	25,04	0,14	0,92	5,43	2,00	0,31	0,71	1,80	1,59	1,37	1,83	43,52	
e) 1957	2,38	12,14	—	2,20	3,62	3,20	0,07	0,94	4,23	1,37	0,17	6,82	37,14	
f) 1958 et après	2,38	6,02	—	8,00	1,94	1,00	—	—	7,99	0,30	—	6,00	33,63	
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:														
g) Investissements engagés	7,14	37,77	0,14	1,12	3,91	—	0,23	—	0,72	2,32	1,48	1,66	56,49	
h) Investissements décidés	—	5,43	—	10,00	7,08	6,20	0,15	1,65	13,30	0,94	0,06	12,99	57,80	
i) Total (= d à f)	7,14	43,20	0,14	11,12	10,99	6,20	0,38	1,65	14,02	3,26	1,54	14,65	114,29	

TOTAL — LAMINOIRS ⁽³⁾

Dépenses pour les investissements «engagés» et «décidés» (Catégorie A + B)														
a) 1953	266,40 ⁽⁴⁾
b) 1954	26,21	105,75	6,07	15,57	35,89	5,71	22,48	6,07	9,95	15,44	11,21	2,95	263,30	
c) 1955	39,80	138,04	6,76	14,30	29,34	3,24	23,63	9,60	3,88	14,49	8,41	4,92	296,41	
d) 1956	32,61	93,36	5,24	20,16	28,31	11,77	32,98	18,97	17,31	19,42	5,49	11,70	297,32	
e) 1957	9,65	50,18	3,30	17,82	21,43	8,40	15,00	10,66	12,57	10,17	1,55	14,75	175,48	
f) 1958 et après	11,16	47,45	6,91	29,19	7,64	1,57	4,79	—	15,70	7,65	—	17,22	149,28	
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:														
g) Investissements engagés	53,03	165,32	12,17	16,48	35,31	11,05	33,60	26,82	24,81	23,03	2,38	4,96	408,96	
h) Investissements décidés	0,39	25,67	3,28	50,69	22,07	10,69	19,17	2,81	20,77	14,21	4,66	38,71	213,12	
i) Total (= d à f)	53,42	190,99	15,45	67,17	57,38	21,74	52,77	29,63	45,58	37,24	7,04	43,67	622,08	

(1) Schleswig-Holstein, Basse-Saxe, Hambourg, Brême

(2) Hesse, Rhénanie, Palatinat, Wurtemberg, Bavière

(3) Y compris les dépenses pour les laminoirs «divers».

(4) La répartition par régions n'est pas possible.

Dépenses d'investissements par régions

(en mns d'unités de compte-UEP)

	Allé- magne du Nord ⁽¹⁾	Rhénanie Nord/ West- phalie	Alle- magne du Sud ⁽²⁾	Belgique	Lorraine	Nord de la France	Autres régions de la France	Sarre	Régions côtières d'Italie	Autres régions d'Italie	Luxem- bourg	Pays- Bas	Commu- nauté
INSTALLATIONS ENERGETIQUES ET RÉSEAUX DE DISTRIBUTION													
Dépenses pour les investissements «en- gagés» et «décidés» (Catégorie A + B)													39,20 ⁽³⁾
a) 1953													
b) 1954	2,83	10,05	1,95	2,35	9,55	0,30	0,57	0,88	0,36	0,84	1,32	1,25	32,25
c) 1955	3,39	13,05	1,42	2,89	2,69	0,67	0,79	0,58	0,53	1,09	2,27	0,69	30,06
d) 1956	1,90	7,81	0,84	1,73	7,95	0,17	1,85	1,45	1,73	0,93	4,05	0,96	31,37
e) 1957	—	6,85	0,17	1,73	5,89	0,05	0,68	1,22	1,48	2,47	1,84	0,16	22,54
f) 1958 et après	—	2,93	—	2,55	1,54	—	0,83	1,42	2,26	—	0,78	—	12,31
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:													
g) Investissements engagés	1,71	16,79	0,15	0,82	7,36	0,12	0,99	0,89	1,71	3,34	5,49	0,95	40,32
h) Investissements décidés	0,19	0,80	0,86	5,19	8,02	0,10	2,37	3,20	3,76	0,06	1,18	0,17	25,90
i) Total (= d à f)	1,90	17,59	1,01	6,01	15,38	0,22	3,36	4,09	5,47	3,40	6,67	1,12	66,22
DIVERS													
Dépenses pour les investissements «en- gagés» et «décidés» (Catégorie A + B)													18,80 ⁽³⁾
a) 1953													
b) 1954	1,43	10,23	0,71	2,52	5,13	1,01	1,05	2,39	0,93	3,84	0,79	0,86	30,89
c) 1955	1,44	15,96	0,86	3,94	6,20	1,04	2,27	2,18	1,10	3,25	0,83	2,36	41,43
d) 1956	3,47	21,97	0,63	6,21	10,11	4,05	7,16	2,97	2,25	4,57	2,30	6,24	71,93
e) 1957	0,45	7,21	0,29	1,62	5,46	4,56	4,03	2,07	1,33	2,14	0,30	3,42	32,88
f) 1958 et après	—	0,73	0,05	1,58	2,18	3,90	1,54	0,88	1,63	0,86	—	0,98	14,33
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:													
g) Investissements engagés	1,83	19,93	0,49	3,52	8,89	1,15	4,15	1,94	1,32	4,22	0,80	5,20	53,44
h) Investissements décidés	2,09	9,98	0,48	5,89	8,86	11,36	8,58	3,98	3,89	3,35	1,80	5,44	65,70
i) Total (= d à f)	3,92	29,91	0,97	9,41	17,75	12,51	12,73	5,92	5,21	7,57	2,60	10,64	119,14

	TOTAL													
Dépenses pour les investissements «engagés» et «décidés» (Catégorie A + B)														
a) 1953-														58,00 ⁽³⁾
b) 1954	4,26	20,28	2,66	4,87	14,68	1,31	1,62	3,27	1,29	4,68	2,11	2,11		63,14
c) 1955	4,83	29,01	2,28	6,83	8,89	1,71	3,06	2,76	1,63	4,34	3,10	3,05		71,49
d) 1956	5,37	29,78	1,47	7,94	18,06	4,22	9,01	4,42	3,98	5,50	6,35	7,20		103,30
e) 1957	0,45	14,06	0,46	3,35	11,35	4,61	4,71	3,29	2,81	4,61	2,14	3,58		55,42
f) 1958 et après	—	3,66	0,05	4,13	3,72	3,90	2,37	2,30	3,89	0,86	0,78	0,98		26,64
Répartition des dépenses globales après le 1/1/1956:														
g) Investissements engagés	3,54	36,72	0,64	4,34	16,25	1,27	5,14	2,83	3,03	7,56	6,29	6,15		93,76
h) Investissements décidés	2,28	10,78	1,34	11,08	16,88	11,46	10,95	7,18	7,65	3,41	2,98	5,61		91,60
i) Total (= d à f)	5,82	47,50	1,98	15,42	33,13	12,73	16,09	10,01	10,68	10,97	9,27	11,76		185,36

(1) Schleswig-Holstein, Basse-Saxe, Hambourg, Brême

(2) Hesse, Rhénanie, Palatinat, Wurtemberg, Bavière

(3) La répartition par régions n'est pas possible, la répartition d'une partie des dépenses entre les centrales et divers a été estimée.

Production et possibilités de production maxima réparties par régions

(en 1000 tonnes)

	Allemagne du Nord (1)	Rhénanie Nord / West- phalie	Allemagne du Sud (2)	Belgique	Lorraine	Nord de la France	Autres régions de la France	Sarre	Régions côtières d'Italie	Autres régions d'Italie	Luxem- bourg	Pays-Bas	Communauté
AGGLOMÉRÉS													
Production 1955. . .	681	8 115	43	713	1 600	130	12	3 136	994	360	1 216	0	17 000
1955. . .	696	8 742	130	739	1 747	130	40	3 190	1 367	471	1 217	—	18 469
1956. . .	814	8 742	130	746	1 747	130	40	3 190	1 457	430	1 450	—	18 876
1957. . .	814	9 897	130	1 096	2 517	130	40	3 316	1 722	438	1 550	600	22 250
1958. . .	814	11 208	130	2 739	5 297	940	440	3 550	2 052	438	1 850	600	30 058
FONTE													
Production 1955. . .	2 007	13 434	1 040	5 320	8 517	1 600	823	2 879	1 297	380	3 048	668	41 013
1955. . .	2 142	13 810	1 120	5 515	8 742	1 615	916	2 990	1 348	423	3 113	670	42 404
1956. . .	2 238	14 407	1 175	5 740	8 909	1 635	1 040	2 930	1 583	421	3 390	700	44 168
1957. . .	2 320	15 349	1 203	6 031	9 535	1 665	1 110	3 178	1 633	429	3 430	800	46 683
1958. . .	2 600	16 057	1 203	6 500	10 253	1 900	1 211	3 174	1 653	429	3 567	950	49 497
COURANT (EN MW)													
Puissance débitable maximum 1955. . .	80	711	56	540	438	81	225	210	66	91	192	11	2 701
1955. . .	80	711	56	540	438	81	225	210	66	91	192	11	2 701
1956. . .	95	888	64	548	535	86	225	212	66	92	192	11	3 014
1957. . .	97	897	76	548	562	87	232	212	66	93	198	11	3 079
1958. . .	97	971	76	553	574	87	232	232	88	93	227	11	3 241

(1) Schleswig-Holstein, Basse-Saxe, Hambourg, Brême

(2) Hesse, Rhénanie, Palatinat, Wurtemberg, Bavière

ACIER

TABLEAU XIX

Production et possibilités de production maxima réparties par régions

(en 1000 tonnes)

	Allemagne du Nord (1)	Rhénanie Nord / West- phalie	Allemagne du Sud (2)	Belgique	Lorraine	Nord de la France	Autres régions de la France	Sarre	Régions côtières d'Italie	Autres régions d'Italie	Luxem- bourg	Pays-Bas	Communauté
ACIER THOMAS													
Production 1955. . .	945	7 591	412	4 981	6 304	1 072	305	2 401	354	—	3 156	—	27 521
1955. . .	989	8 011	435	5 183	6 668	1 116	336	2 510	360	—	3 201	—	28 809
1956. . .	1 200	8 500	480	5 479	6 898	1 116	336	2 560	360	—	3 416	—	30 345
1957. . .	1 340	8 847	480	5 722	7 218	1 116	336	2 710	365	—	3 471	—	31 605
1958. . .	1 590	9 157	480	6 042	7 983	1 390	377	2 785	395	—	3 483	—	33 682
ACIER MARTIN													
Production 1955. . .	1 297	9 215	830	648	1 768	1 546	587	699	1 387	1 665	—	843	20 485
1955. . .	1 315	9 243	911	724	1 842	1 584	799	720	1 444	1 744	—	867	21 193
1956. . .	1 365	9 608	926	730	1 887	1 665	799	745	1 515	1 773	—	892	21 905
1957. . .	1 725	11 039	929	761	2 107	1 755	784	765	1 815	1 880	—	1 057	24 617
1958. . .	1 725	11 312	931	772	2 207	1 884	766	775	2 202	1 930	—	1 227	25 731
ACIERS ÉLECTRIQUES ET AUTRES													
Production 1955. . .	97	824	126	335	272	180	559	65	190	1 799	69	136	4 652
1955. . .	89	862	131	409	296	187	593	70	207	1 916	69	137	5 016
1956. . .	100	1 009	131	501	296	187	633	70	235	2 087	70	147	5 466
1957. . .	100	1 473	131	607	302	187	739	70	250	2 256	70	200	6 385
1958. . .	100	1 974	131	619	302	187	850	70	239	2 350	70	205	7 097
ACIER — TOTAL													
Production 1955. . .	2 339	17 630	1 368	5 964	8 344	2 798	1 451	3 165	1 931	3 464	3 225	979	52 658
1955. . .	2 393	18 116	1 477	6 316	8 806	2 887	1 728	3 300	2 011	3 710	3 270	1 004	55 018
1956. . .	2 665	19 117	1 537	6 710	9 081	2 968	1 768	3 375	2 110	3 860	3 486	1 039	57 716
1957. . .	3 165	21 359	1 540	7 090	9 627	3 058	1 859	3 545	2 430	4 136	3 541	1 257	62 607
1958. . .	3 415	22 443	1 542	7 433	10 492	3 461	1 993	3 630	2 836	4 280	3 553	1 432	66 510

(1) Schleswig-Holstein, Basse-Saxe, Hambourg, Brême

(2) Hesse, Rhénanie, Palatinat, Wurtemberg, Bavière-

Production et possibilités de production maxima réparties par régions

(en 1000 tonnes)

	Allemagne du Nord (1)	Rhénanie Nord / West- phalie	Allemagne du Sud (2)	Belgique	Lorraine	Nord de la France	Autres régions de la France	Sarre	Régions côtières d'Italie	Autres régions d'Italie	Luxem- bourg	Pays-Bas	Communauté
PROFILÉS — TOTAL													
Production 1955. . .	1 000	6 290	513	2 572	3 630	800	900	1 498	744	1 447	1 720	157	21 271
1955. . .	1 000	6 410	559	2 952	4 065	874	1 022	1 547	763	1 692	1 776	157	22 817
1956. . .	1 154	6 976	581	3 250	4 153	875	1 052	1 595	826	1 887	1 797	158	24 304
1957. . .	1 279	7 140	668	3 320	4 457	881	1 071	1 930	921	2 174	1 766	188	25 795
1958. . .	1 369	7 241	687	3 353	4 673	956	1 038	1 960	1 045	2 209	1 804	188	26 523
TÔLES — TOTAL													
Production 1955. . .	361	5 188	624	1 777	1 724	656	1 165	700	481	868	676	709	14 929
1955. . .	400	5 360	670	1 896	1 930	666	1 374	729	655	904	707	711	16 002
1956. . .	450	5 944	719	2 060	2 188	632	1 460	754	676	1 021	802	711	17 417
1957. . .	450	6 793	727	2 248	2 316	632	1 662	837	896	1 055	843	717	19 176
1958. . .	730	7 110	717	2 247	2 470	757	1 867	837	1 077	1 075	835	836	20 558
LAMINÉS — TOTAL													
Production 1955. . .	1 361	11 478	1 137	4 349	5 354	1 456	2 065	2 198	1 225	2 315	2 396	866	36 200
1955. . .	1 400	11 770	1 229	4 848	5 995	1 540	2 396	2 276	1 418	2 596	2 483	868	38 819
1956. . .	1 604	12 920	1 300	5 310	6 341	1 507	2 512	2 349	1 502	2 908	2 599	869	41 721
1957. . .	1 729	13 933	1 395	5 568	6 773	1 513	2 733	2 767	1 817	3 229	2 609	905	44 971
1958. . .	2 099	14 351	1 404	5 600	7 143	1 713	2 905	2 797	2 122	3 284	2 639	1 024	47 081

(1) Schleswig-Holstein, Basse-Saxe, Hambourg, Brême

(2) Hesse, Rhénanie, Palatinat, Wurtemberg, Bavière

Production et possibilités de production maxima réparties par régions

(en 1000 tonnes)

	Allemagne du Nord (1)	Rhénanie Nord./Westphalie	Allemagne du Sud (2)	Belgique	Lorraine	Nord de la France	Autres régions de la France	Sarre	Régions côtières d'Italie	Autres régions d'Italie	Luxembourg	Pays-Bas	Communauté
PROFILÉS LOURDS ET LÉGERS													
Production 1955	996	4 209	476	2 051	2 826	752	490	1 175	661	998	1 484	60	16 178
1955	996	4 321	508	2 366	3 061	816	511	1 216	680	1 141	1 516	60	17 192
1956	1 150	4 755	530	2 613	3 139	810	539	1 256	746	1 310	1 536	60	18 444
1957	1 275	4 903	617	2 680	3 348	812	559	1 581	834	1 536	1 500	73	19 718
1958	1 365	4 979	636	2 713	3 421	879	545	1 611	938	1 569	1 538	73	20 267
FIL MACHINE													
Production 1955	—	1 333	3	489	453	—	365	248	48	356	236	97	3 628
1955	—	1 341	3	535	614	—	464	253	48	450	260	97	4 065
1956	—	1 430	3	586	649	—	465	261	45	461	261	98	4 259
1957	—	1 376	3	586	744	—	463	261	52	491	266	115	4 357
1958	—	1 376	3	586	862	—	444	261	57	493	266	115	4 463
DEMI-PRODUITS POUR TUBES													
Production 1955	4	748	34	32	351	48	45	75	35	93	—	—	1 465
1955	4	748	48	51	390	58	47	78	35	101	—	—	1 560
1956	4	791	48	51	365	65	48	78	35	116	—	—	1 601
1957	4	861	48	54	365	69	49	88	35	147	—	—	1 720
1958	4	886	48	54	390	77	49	88	50	147	—	—	1 793

(1) Schleswig-Holstein, Basse-Saxe, Hambourg, Brême

(2) Hesse, Rhénanie, Palatinat, Wurtemberg, Bavière

ACIER

TABLEAU XXI b

Production et possibilités de production maxima réparties par régions

(en 1000 tonnes)

	Allemagne du Nord (1)	Rhénanie Nord / West- phalie	Allemagne du Sud (2)	Belgique	Lorraine	Nord de la France	Autres régions de la France	Sarre	Régions côtières d'Italie	Autres régions d'Italie	Luxem- bourg	Pays-Bas	Communauté
TÔLES > 3 mm													
Production 1955. . .	361	2 351	20	688	486	357	129	356	237	333	112	287	5 717
1955. . .	400	2 372	20	721	558	361	196	348	257	371	112	287	6 003
1956. . .	450	2 451	20	776	618	332	204	370	243	433	112	287	6 296
1957. . .	450	2 887	20	841	653	332	205	450	298	452	120	287	6 995
1958. . .	646	2 924	20	841	760	397	205	450	368	457	120	305	7 493
FEUILLARDS À CHAUD													
Production 1955. . .	—	1 384	15	269	582	—	9	150	76	119	333	60	2 997
1955. . .	—	1 446	18	306	617	—	14	187	83	124	363	61	3 219
1956. . .	—	1 733	18	312	617	—	14	187	85	140	441	61	3 608
1957. . .	—	1 861	18	323	658	—	14	190	133	155	457	67	3 876
1958. . .	—	1 924	18	342	705	—	—	190	189	162	449	70	4 049
TÔLES MINCES À CHAUD													
Production 1955. . .	—	972	398	452	114	274	522	107	69	171	2	25	3 106
1955. . .	—	1 053	417	499	159	275	610	107	90	187	2	26	3 425
1956. . .	—	1 062	431	488	159	270	610	110	93	183	4	26	3 436
1957. . .	—	1 059	433	454	159	270	589	110	100	183	4	26	3 387
1958. . .	—	1 080	401	434	159	285	593	110	105	191	4	26	3 388
TÔLES MINCES À FROID													
Production 1955. . .	—	481	191	368	542	25	505	87	99	245	229	337	3 109
1955. . .	—	489	215	370	596	30	554	87	225	222	230	337	3 355
1956. . .	—	698	250	484	794	30	632	87	255	265	245	337	4 077
1957. . .	—	986	256	630	846	30	854	87	365	265	262	337	4 918
1958. . .	84	1 182	278	630	846	75	1 069	87	415	265	262	435	5 628

(1) Schleswig-Holstein, Basse-Saxe, Hambourg, Brême

(2) Hesse, Rhénanie, Palatinat, Wurtemberg, Bavière